

LA LETTRE DU HERISSON

BIMENSUEL N°36 1 JAN 86

JOYEUX NOEL
BONNE ANNEE



SOMMAIRE

EDITORIAL	P. 3
FAUNE : DOSSIER RHINOCEROS	P. 4/7
LES CHAUVES-SOURIS : UTILES MAIS PERSECUTEES	P. 7
LA CHASSE A LA BALEINE CONTINUE	P. 7
CHASSE : LE DROIT DE NON CHASSE	P. 8
LEGISLATION : DECRET N° 85- 1189 (8.11.85)	P. 8
AMENAGEMENTS : AMENAGEMENT DU BASSIN DE LA LOIRE... ..	P. 9
T.G.V. EST	P. 9
BASE DE LOISIRS AUX ANTILLES	P. 10
PROJET DE COMPLEXE TOURISTIQUE DE ST VIATRE	P. 11
INSTITUTIONS : BUDGET-ENVIRONNEMENT-REPOSE DU GROUPE SOCIALISTE	P. 11
VIE ASSOCIATIVE : BILAN D'ACTIVITES DU CNVA	P. 12
STAGES	P. 13
EN BREF	P. 13/14
EUROPE : BON POUR L'EXPORTATION (suite).....	P. 15
JEU CONCOURS : CONNAISSEZ-VOUS LES ESPECES PROTEGEES RESULTATS	P. 15/18

La Lettre du Hérisson est la publication bimensuelle de la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature et de l'Office des Nouvelles Internationales.

Directeur de la publication : Y. BENASSI

Rédaction : FFSPN - 57, rue Cuvier- 75231 PARIS Cédex 05

Impression : OFFICE DES NOUVELLES INTERNATIONALES
8, villa des Fleurs - 92400 COURBEVOIE

EDITORIAL

ON LIQUIDE

FIN D'ANNÉE, MAIS AUSSI DÉBUT DE LA FIN D'UNE LÉGISLATURE ET QUI SAIT, DÉBUT DE LA FIN D'UNE MAJORITÉ.

MÊME SI LE RÉSULTAT DES ÉLECTIONS DE MARS 1986 GARDE TOUT SON MYSTÈRE, ON COMMENCE À ENTREVOIR LA "GRANDE BRADERIE AVANT CESSATION D'ACTIVITÉ" ET IL FAUT FAIRE VITE, IL NE RESTE PLUS QUE 3 MOIS !

CES DERNIÈRES ANNÉES, ON NOUS A JOUÉ L'AN DU "PLUS DE DÉMOCRATIE", ASSOCIER LE PUBLIC AUX GRANDES DÉCISIONS. VOILÀ DE QUOI NOUS RÉJOUIR. UNE LOI SUR LES ENQUÊTES PUBLIQUES. UN PROGRÈS INCONTESTABLE DISENT LES OPTIMISTES. CE PROGRÈS AURAIT PU ÊTRE PLUS IMPORTANT DISENT LES PESSIMISTES.

SANS ENTAMER LE DÉBAT DE LA BOUTEILLE À MOITIÉ VIDE OU À MOITIÉ PLEINE, SANS CHERCHER À SAVOIR SI UN TIENS VAUT MIEUX QUE DEUX TU L'AURAS, ON PEUT CONSTATER :

- EN OCTOBRE, LA PREMIÈRE ENQUÊTE PUBLIQUE NOUVEAU RÉGIME, CELLE DU PONT DE L'ÎLE DE RÉ CONNAÎT UNE SURPRISE : DES TRAVAUX COMMENCENT AVANT LA FIN DE L'ENQUÊTE ;
- EN OCTOBRE, ON COMMENCE À CONSULTER SUR UN PROJET DE BASE DE LOISIRS À ST VIATRE ALORS QUE L'ON SAIT PERTINEMMENT QU'UN SITE DE VALEUR EUROPÉENNE SERA DÉTRUIT,
- EN NOVEMBRE, PARAÎT UN ARRÊTÉ ÉVOQUANT DES TRAVAUX SUR POINTE GÉOLOGIE, EN TERRE ADÉLIE ALORS QU'UN ÉCRIT AVAIT ANNONCÉ LA CONSULTATION DES ASSOCIATIONS ET DES SCIENTIFIQUES. L'ÉLYSÉE NOUS AFFIRME QU'AUCUN FEU VERT N'A ÉTÉ DONNÉ (TIENS, AU FAIT, ON ATTEND TOUJOURS LA CONFIRMATION ÉCRITE) MAIS COMMENT SAVOIR CE QUI SE PASSE LÀ-BAS ?
- EN DÉCEMBRE, APRÈS UNE LUTTE FÉROCE ENTRE LE PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL ET LE PREMIER MINISTRE, CE DERNIER ANNONCE LA SIGNATURE D'UN CONTRAT POUR DÉVELOPPER UN DYSNEYLAND À MARNE-LA-VALLÉE. ETUDES D'IMPACT ? NÉANT, ENQUÊTE PUBLIQUE ? ON VERRA PLUS TARD (UN JOURNAL DE GAUCHE QUALIFIE MÊME CETTE NÉCESSITÉ DE DÉTAIL SAVOUREUX !)
- EN DÉCEMBRE, ON APPREND QU'UN VASTE PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DE LA LOIRE (BARRAGES, ENDIGAGES, NAVIGABILITÉ) VA ÊTRE APPROUVÉ. ETUDES D'IMPACT ? NÉANT, ENQUÊTE PUBLIQUE ? ON VERRA PLUS TARD,
- EN DÉCEMBRE, EDF ANNONCE LA CRÉATION D'UNE NOUVELLE CENTRALE NUCLÉAIRE DANS LE FINISTÈRE. ETUDE D'IMPACT ? CE SERA FAIT ! ENQUÊTE PUBLIQUE ? IL Y EN AURA UNE, C'EST PROMIS.
- EN DÉCEMBRE, ON CONVOQUE LE CONSEIL NATIONAL DE LA CHASSE EN 10 JOURS POUR EXAMINER LA CRÉATION D'UN CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA FAUNE SAUVAGE. CONCERTATION ? M. COLIN VOUS A CONSULTÉ PENDANT UN AN SUR LA CHASSE, C'EST LA MÊME CHOSE.
- EN JANVIER, ON CONVOQUE LE CONSEIL NATIONAL DE PROTECTION DE LA NATURE. CONCERTATION ? MÊME RÉPONSE

QUE CI-DESSUS ET PUIS DE QUOI SE PLAINT-ON, ON NOUS CONSULTE. TOUT LAISSE PRÉVOIR QUE CES 3 PROCHAINS MOIS N'ONT PAS FINI DE NOUS RÉSERVER DE DÉSAGRÉABLES SURPRISES. LES DERNIERS ARBITRAGES VONT ÊTRE RENDUS À TOUTE VITESSE, SANS RÉFLÉCHIR EN FONCTION D'UN SUPPOSÉ INTÉRÊT ÉLECTORAL.

CONCERTATION ? DÉMOCRATIE ? SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATUREL. CE N'EST PLUS L'HEURE, IL Y A URGENCE ALORS ON LIQUIDE.

ET NOUS ? QU'ALLONS-NOUS FAIRE ? NOTRE SEULE CHANCE, S'IL Y EN A UNE, C'EST DE NOUS MOBILISER, DE TAIRE NOS QUERELLES INTERNES ET DE FAIRE FRONT UNI FACE AUX DILAPIDEURS DU CAPITAL NATURE. IL FAUT PROFITER DE CETTE PÉRIODE ÉLECTORALE NON POUR SE DÉFENDRE, MAIS POUR ATTAQUER ET FAIRE COMPRENDRE À NOS POLITIQUES LA VALEUR DE NOS IDÉES.

UNITÉ, EFFICACITÉ, CE SONT, JE CROIS, LES 2 VOEUX QU'IL FAUT FORMULER POUR NOTRE FÉDÉRATION EN 1986.

J.P. LE DUC



FAUNE

LE COMMERCE DE LA CORNE DE RHINOCEROS

LES CORNES DE L'ANTILOPE SAÏGA PERMETTRONT-ELLES DE SAUVER LE RHINOCÉROS ?

ESMOND BRADLEY MARTIN EST L'AUTEUR DU LIVRE "RUN RHINO RUN" QUI TRAITE DES PROBLEMES DE SURVIE DU RHINOCEROS. IL EST EGALEMENT CHARGÉ D'ETUDIER, DANS LE CADRE D'UN CONTRAT UICN/WWF LES TENDANCES DU COMMERCE DE LA CORNE DE RHINOCEROS EN ASIE. NOUS PRESENTONS CI-APRES L'INTERVIEW FORT INTERESSANTE DE LUI, FAITE PAR RAISA SCRIABINE, DIRECTRICE DES AFFAIRES PUBLIQUES DE L'UICN.

→ Quel est l'état du rhinocéros en Afrique, aujourd'hui ?

En Afrique, ce n'est pas très clair. Parfois, les rhinocéros sont très bien gérés comme au Malawi, au Swaziland et au Cameroun. Dans d'autres pays, la gestion laisse fortement à désirer. Beaucoup de populations sont exterminées rapidement. Il n'y en a peut-être plus au Tchad et en Ouganda. En Somalie, ils sont soumis à rude épreuve et on m'a dit que le braconnage est intensif en Angola. Environ 10% des rhinocéros du désert ont été tués en 1981.

→ Pouvez-vous citer des pays où le braconnage a été effectivement enrayeré ?

J'étais au Népal en janvier 1982. Le Parc National de Chitwan a la volonté de protéger le rhinocéros. Cinq cents militaires servent comme gardiens du parc et aucun animal n'a été tué depuis 1976.

→ Que peut-on faire pour améliorer la lutte contre le braconnage ?

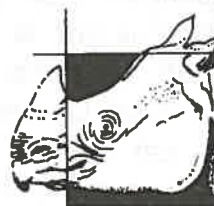
Premièrement, il faut davantage de personnel de terrain. Ensuite, il faut clôturer afin de mieux protéger les animaux. En Afrique de l'Est les seules populations à l'abri se trouvent dans les zones privées et clôturées.

→ Les clôtures empêchent-elles réellement les braconniers de passer ?

Non, pas en elles-mêmes. Une clôture électrique est dissuasive. La zone longeant la clôture est dégagée de manière que l'on puisse repérer aisément des brèches dans le grillage ou des empreintes de pas. Les clôtures reviennent cher, mais au Kenya, on a choisi cette solution. Ce n'est pas la clôture qui importe mais le fait qu'on puisse dégager le terrain en-deçà. Si quelqu'un coupe la clôture pour entrer, il sortira aussi par là ce qui restreint ses possibilités.

→ Que pensez-vous de l'élevage de rhinocéros en captivité ?

Le rhinocéros blanc et le rhinocéros indien se reproduisent assez bien en captivité. Dans des conditions optimales, leur taux de reproduction s'élève à 10%, ce qui est excellent. En revanche le rhinocéros noir ne se reproduit bien ni en captivité, ni en liberté.



→ Le commerce des produits du rhinocéros est très lucratif. Des gouvernements sont-ils impliqués ?

C'est plus fréquent avec l'ivoire qu'avec la corne de rhinocéros parce que dans la plupart des pays d'Afrique, la vente de la corne est illégale. La corruption intervient dans le processus d'exportation. Si l'on coupe l'ivoire en petits morceaux, on en réduit généralement la valeur, si l'on coupe la corne, ce n'est pas le cas. En outre, il est plus facile de tuer un rhinocéros et, comme on peut couper la corne en petits fragments, il est plus facile de l'exporter en contrebande. Beaucoup de gens sont même incapables d'identifier la corne.

→ A quoi sert la corne de rhinocéros ?

Depuis 1979, je suis consultant de l'UICN et du WWF à ce sujet. Environ 40% des cornes de rhinocéros vont aujourd'hui, au Yémen du Nord où elles servent à fabriquer des manches de dagues (le gouvernement du Yémen vient de décréter une interdiction totale des importations de cornes de rhinocéros africains menacés). Le reste part pour l'Asie de l'Est où la corne entre dans les préparations pharmaceutiques (environ 95% ser -

SUITE

vent d'antipyrétique). En général, on procède ainsi : on prend la corne et, avec un morceau de verre, on en fait de fines lamelles. Chez soi, on la fait bouillir, comme on prépare du thé. Il suffit ensuite de boire cette potion deux à trois fois par jour.

-Y-a-t-il eu des études sur l'efficacité thérapeutique de la corne ?

A mon avis, les études pèchent par insuffisance. On n'a pas étudié les raisons exactes pour lesquelles les Chinois, les Japonais et les Coréens s'en servent. Les études restent également superficielles. Selon un médecin à qui j'ai récemment parlé, il faudrait beaucoup de temps et d'argent pour véritablement tester son efficacité. Mais je crois que ça n'en vaut pas la peine parce que les gens y croient. Je pense qu'un des moyens de protéger le rhinocéros en Afrique et en Asie consiste à faire baisser la demande.

-Comment s'y prendre ?

Au début, je recueillais des données sur le commerce de la corne - où elle va, quel est son prix, qui l'utilise ? Ce qu'il faut, c'est se tourner vers les principaux pays consommateurs - le Japon, Taïwan, la Corée du Sud, la Malaisie,

l'Indonésie et Singapour - et encourager les importateurs, les négociants, les grossistes, les médecins et les pharmaciens à ne plus utiliser la corne. Vous me direz sans doute que c'est un travail de Titan, mais ce qu'il faut se rappeler, c'est que le nombre d'importateurs est, en réalité, très limité (au Japon, seules cinq

ou six grandes sociétés sont concernées). Les grossistes ne sont pas nombreux non plus, mais les détaillants, eux, se comptent par milliers. Mais beaucoup d'entre eux appartiennent à des sortes d'associations, il faut donc s'adresser aux associations. En Asie, les malades vont chez le médecin traditionnel qui prescrit la corne de rhinocéros. Ce que je veux faire maintenant, c'est contacter les associations de médecins et leur expliquer pourquoi il ne faut plus prescrire la corne en leur suggérant d'utiliser un produit de substitution - également animal - pour faire baisser la fièvre. Cet animal est le saïga, antilope de taille moyenne, exploitée commercialement en Ukraine (URSS).

• Le problème ne vient-il pas en partie des consommateurs eux-mêmes ? Accepteront-ils le produit de substitution ?

Le malade dépend du médecin. Si celui-ci dit "bien sûr, la corne de rhinocéros est importante mais celle du saïga l'est également et elle est bien moins chère" l'idée fera son chemin. Certains proposent d'inonder le marché de cornes artificielles ou de prétendre que la corne de rhinocéros est cancérogène ou rend impotent. Ce n'est pas réaliste car ni les grossistes, ni les détaillants ne toucheront aux cornes factices. Des centaines de biens différents leur passent entre les mains et il serait contre productif d'essayer de les tromper. Cela finirait par se savoir et la communauté internationale de la conservation y laisserait sa réputation. Prétendre en outre que la corne est dangereuse pour la santé n'est pas non plus convaincant, on peut faire des tests prouvant le contraire. Il faut savoir que si les négociants d'ivoire ne traitent que ce seul produit, les négociants de corne traitent des centaines d'autres produits. Si on leur demande de cesser le commerce de la corne de rhinocéros, il ne perdront presque rien tandis que si on demande au négociant d'ivoire de cesser ce commerce, il restera sans ressources. C'est un point capital. Quant à l'utilisation de la corne pour son effet aphrodisiaque, c'est un mythe occidental entretenu depuis plus d'un siècle. A ma connaissance, le seul endroit où la corne a été ou est utilisée à cet effet est l'Inde occidentale. J'ai travaillé dans presque tous les pays d'Asie à l'exception de la Chine et la corne n'est considérée comme un aphrodisiaque dans aucun de ces pays. Cependant d'autres parties du rhinocéros sont utilisées comme aphrodisiaque. En Asie, de nombreux produits du rhinocéros sont utilisés. Personne n'en sait rien car c'est généralement la corne seule qui est exportée d'Afrique.

-Quels autres produits du rhinocéros sont utilisés ?

En Asie, le rhinocéros est utilisé presque entièrement. Au Népal, par exemple, chaque partie est exploitée (la peau, les pieds quand on peut les obtenir, etc), même si l'animal est mort depuis trois ou quatre semaines. Ils mangent même la viande, bien qu'elle soit pleine de vers car elle est considérée comme sacrée par les hindous. En Afrique, la seule raison de tuer les rhinocéros est le commerce d'exportation de la corne vers l'Asie. Dans l'ensemble, les Africains aujourd'hui ne mangent pas de rhinocéros et n'ont pas non plus le temps de récupérer la peau.

SUITE

~Pouvez-vous tracer en quelques mots l'histoire du commerce de la corne depuis les forêts d'Afrique jusqu'à sa mise en vente sur les marchés du monde entier ?

Prenons un pays que je connais bien, le Kenya. Par le passé, une grande partie du braconnage était perpétrée dans le Parc national du Tsavo. Les braconniers obtenaient environ 150 à 200 dollars le kilo ce qui est à peu près le tiers du prix du marché. Ça paraît sans doute beaucoup mais les braconniers ne sont pas idiots. Ils ne courent pas le risque de se faire prendre, de payer une forte amende ou d'aller en prison pour rien. Jusqu'à ces dernières années, les braconniers ont utilisé des flèches empoisonnées, des lances, de vieux fusils. Maintenant, ils utilisent des armes automatiques, n'importe quelles armes automatiques. Ils tuent le rhinocéros et parce qu'ils ignorent la valeur des autres produits, ils ne prennent que la corne. Ce qui leur prend environ 2 minutes. Rien de plus simple que d'enlever la corne car elle est simplement attachée au crâne, elle n'est pas vraiment à l'intérieur du crâne. Les braconniers peuvent donc la couper ou la détacher d'un coup. Ils iront sans doute ensuite vers un village local où on leur donnera, comme je l'ai déjà dit 250 à 200 dollars par kilo. Une corne moyenne de rhinocéros noir pèse environ 3 kg. Autrefois, ils essayaient naturellement de choisir les plus gros rhinocéros.

~Le braconnage est-il lucratif en comparaison avec les salaires habituels ?

Oui. En ville, le salaire minimum équivaut à 45 dollars par mois. A la campagne, il est de l'ordre de 30 dollars par mois. Nous parlons donc de beaucoup d'argent. Le braconnier retourne au village où il touche l'argent dont j'ai parlé. L'intermédiaire emporte la corne soit à Nairobi, soit à Mombassa qui est aussi un port. Depuis Mombassa, la corne peut être expédiée par avion. Cependant, le service aérien régulier vers l'Europe est réduit. Une partie de la corne quitte le pays vers l'Arabie, l'Inde, etc. dans des embarcations traditionnelles, une autre partie par bateaux à vapeur. Le reste va sans doute à Nairobi où la corne est découpée en petits morceaux et expédiée par avion. Il y a encore une troisième méthode. Au nord du Kenya, la corne quitte probablement le pays en traversant la Somalie vers le Yémen du Nord qui était un très gros marché. Mais la corne entre aussi au Kenya, depuis les autres pays car le shilling kenyan vaut plus que les autres monnaies.

Ainsi, un Tanzanien qui vend une corne au Kenya reçoit la même quantité de shillings qu'en Tanzanie mais comme le shilling kenyan vaut trois fois plus cher au marché noir, il y gagne beaucoup. Le Kenya était donc également port d'entrée par rapport aux pays voisins.

Source: Rubrique information UICN.

LE PRINCE INTERVIENT POUR SAUVER LES RHINOCEROS

Le Duc d'Edimbourg, président du World Wildlife Fund a écrit aux Premiers Ministres de Singapour, de Corée du Sud et de Corée du Nord, demandant qu'il soit mis fin au commerce de la corne de rhinocéros. Depuis 1970, le rhinocéros a vu ses effectifs diminuer de 72% et les cinq espèces de rhinocéros sont menacées d'extinction. "La cause principale de ce déclin brutal" déclare Son Altesse Royale, "est la très forte demande de corne de rhinocéros à des fins médicinales. Le prince Philip souligne que le Japon, la République Populaire de Chine et depuis peu Taïwan, ont été sensibles aux inquiétudes manifestées sur le plan international et ont mis fin au commerce. Certains utilisateurs ont choisi de délaisser la corne de rhinocéros pour celle de Saïga, antilope qui n'est pas menacée d'extinction. Le prince appelle aussi Kim Il Sung (République démocratique de Corée,) Chun doo Hwan (République de Corée) et Lee Kuan Yew (Singapour) à envisager l'adhésion de leur pays respectif, à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (Convention de Washington) qui comprend déjà 89 Parties contractantes. "Aucun autre mammifère n'a, ces dernières années, vu ses effectifs diminuer aussi rapidement" ajoute David Cummings du groupe de spécialistes des éléphants et des rhinocéros d'Afrique qui dépend de l'UICN".

Taïwan ayant décidé d'agir contre le commerce depuis août, ces pays restent les principaux utilisateurs de la corne en Asie. La Corée du Sud fait officiellement état d'une importation de 1240 kg de 1979 à 1983 compte non tenu de la contrebande qui fait fortement grimper les chiffres.

A l'échelle mondiale, le Yémen du Nord consomme plus de 50 % de toute la corne de rhinocéros et les spécialistes de la conservation ont pris ce pays, de même que l'Asie du Sud, pour cible de leurs efforts visant à mettre un terme au commerce de la corne de rhinocéros, le plus vite possible. Les rhinocéros qui étaient 70000 en 1970 sont aujourd'hui moins de 16000.

Source: WWF/News Release. 9.12.85

SUITE

ZAMBIE: LE RHINOCEROS TOUJOURS MENACE

L'ONG zambienne Save the Rhino Trust n'a pas réussi à protéger la faune sauvage du pays, et à moins qu'elle ne soit réorganisée il faudra bientôt mettre un terme à son existence.

En annonçant sa résignation du Trust où il était président intérimaire du Operations Committee, M. Andrew Kashita a noté que la situation s'est empirée depuis la visite du Président Kaunda au parc national de Luangwa. "Les six ans d'existence du Save the Rhino Trust n'ont amené aucun succès significatif dans le domaine de la conservation de la faune sauvage" a-t-il ajouté.

LES CHAUVES-SOURIS: UTILES MAIS PERSECUTEES

Anthony Hudson (rédacteur, Bat News, GB)

LONDRES : En tant que pollinisatrices, les chauves-souris sont indispensables à la survie des forêts tropicales et de certaines cultures de rente, notamment de près de 600 essences d'arbres et de plantes, de l'avocatier, du bananier et du figuier.

Elles sont victimes de préjugés et menacées de surexploitation. Leur utilité, sans doute cruciale au plan écologique, est ignorée face aux pressions exercées par les arboriculteurs, touristes et chasseurs.

La plupart des espèces, très grégaires, se rassemblent en des lieux et à des époques données. Il est donc facile de les massacrer. Là où elles sont considérées comme comestibles, les particuliers ont fait place aux entreprises commerciales pour la chasse à la chauve-souris, désormais surexploitée.

Au Moyen-Orient, les grottes où elles vivent sont gazées ou dynamitées, les habitants croyant ainsi à tort protéger leurs cultures. En 1984, le gouvernement du Queensland (Australie) leur a ôté toute protection en les classant parmi les parasites. En fait, les chauves-souris

préfèrent les fruits mûrs ou blets, sans valeur commerciale puisque les arboriculteurs cueillent les fruits verts. Et comme elles se nourrissent d'insectes, elles réduisent le nombre des parasites.

Paru le 6 septembre 1985. 893 mots. Anglais.

LA CHASSE A LA BALEINE CONTINUE

Elizabeth Kempf (World Wildlife Fund News)

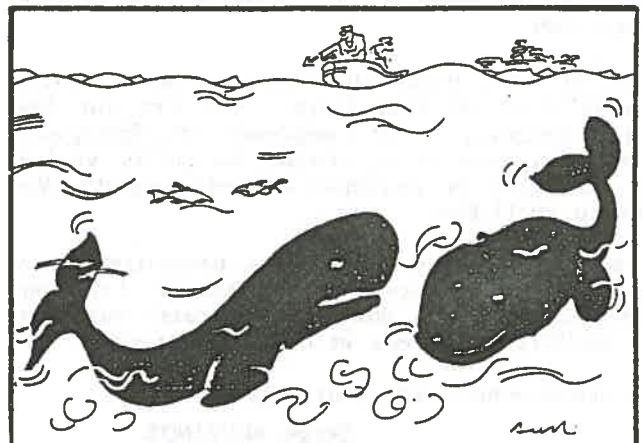
LONDRES : A l'issue de la 37ème réunion tenue à Bournemouth (GB) de la Commission internationale baleinière, il était clair que la chasse à la baleine continue.

L'Islande et la Corée du Sud menacent d'ébranler le moratoire déclaré à partir de cet automne sur la chasse commerciale aux cétacés, en projetant de les chasser dans un but "scientifique". L'URSS, le Japon et la Norvège ne reconnaissent pas le moratoire, bien que l'URSS et le Japon soient disposés à cesser la chasse aux baleines.

La Commission avait octroyé, en dépit des protestations, un quota de baleines de l'Arctique aux Inuits de l'Alaska. Malgré la réduction des effectifs, les Etats-Unis ont obtenu une augmentation de ce quota, soit 26 animaux par an pendant 3 ans.

Paru le 9 août 85. 890 mots. Anglais.

"J'ai décidé de faire don de mon corps à la science, mais pas sans protestation."



Source: le bulletin Earthscan - Oct 85



CHASSE

LE DROIT DE NON CHASSE

LETTRE OUVERTE À MADAME LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT

Madame le Ministre,

Dans l'herbe, une plaque de marbre :

"Ici, a été abattu, le 17 novembre 1985 notre FREDERIC, quatorze ans, à coups de chevrotines".

Le 5 octobre 1984, Cosimo LIPARTITI avait été aussi assassiné chez lui, par un chasseur... et lui aussi à coups de chevrotines.

Le sang va-t-il encore continuer à couler?

Vous portez une lourde responsabilité... En avez-vous conscience ?

Allez-vous encore longtemps refuser le droit de non chasse et de gîte aux propriétaires non-chasseurs ?

Allez-vous encore longtemps refuser l'existence d'un périmètre de sécurité de 350 m autour des habitations et des lieux ouverts au public?

Allez-vous encore longtemps refuser que l'examen du permis de chasser soit passé par tous les chasseurs, qu'il comporte un examen psychologique et un examen médical?

Allez-vous encore longtemps refuser l'utilisation de l'alcootest et le retrait à vie du permis en cas d'accident grave?

Allez-vous encore longtemps laisser chasser le mercredi et le week-end, jours de sortie pour les usagers pacifiques de la nature?

M. Laurent ROBERT, ancien Président de la Fédération des chasseurs du Var a déclaré le 20 novembre 1985 :

"On se dit que, parce que l'on possède un fusil, on a le droit de tout faire... on tire sur tout ce qui bouge... Et je comprends les écologistes et les opposants à la chasse lorsqu'ils veulent faire interdire la pratique de notre sport" (Var Matin du 20.11.85).

Madame le Ministre, allez-vous permettre encore longtemps le massacre de nos enfants? Les non-chasseurs, (plus de 96% des Français) ont droit à la SECURITE chez eux et dans la nature.

Que comptez-vous faire pour cela ?

Serge BOUTINOT
Vice président du ROC
Docteur ès-sciences

LEGISLATION

Décret n° 85-1189 du 8 novembre 1985 fixant la liste des espèces de poissons, de grenouilles et de crustacés susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'environnement,

Vu la loi n° 84-512 du 29 juin 1984 relative à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles ;

Vu le titre II du livre III du code rural, et notamment ses articles 406 et 413 ;

Vu le décret n° 58-874 du 16 septembre 1958 modifié relatif à la pêche fluviale ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la pêche en date du 22 mai 1985 ;

Vu l'avis du Conseil national de protection de la nature en date du 20 juin 1985,

Décrète :

Art. 1^{er}. - La liste des espèces de poissons, de grenouilles et de crustacés susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques dans les eaux visées au titre II du livre III du code rural et dont l'introduction dans ces eaux est, de ce fait, interdite, est fixée comme suit :

Poissons :

Le poisson-chat : *Ictalurus melas* ;

La perche soleil : *Lepomis gibbosus*.

Grenouilles :

Les espèces de grenouilles (*Rana sp.*) autres que :

Rana arvalis : grenouille des champs ;

Rana dalmatina : grenouille agile ;

Rana iberica : grenouille ibérique ;

Rana honnorati : grenouille d'Honnorat ;

Rana esculenta : grenouille verte de Linné ;

Rana lessonae : grenouille de Lessona ;

Rana perezi : grenouille de Perez ;

Rana ridibunda : grenouille rieuse ;

Rana temporaria : grenouille rousse ;

Rana groupe esculenta : grenouille verte de Corse.

Crustacés :

Le crabe chinois : *Eriocheir sinensis*.

Les espèces d'écrevisses autres que :

Astacus astacus : écrevisse à pattes rouges ;

Astacus torrentium : écrevisse des torrents ;

Austropotamobius pallipes : écrevisse à pattes blanches ;

Astacus leptodactylus : écrevisse à pattes grêles.

Art. 2. - L'article 29 du décret du 16 septembre 1958 modifié susvisé est abrogé.

Art. 3. - Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 1986.

Art. 4. - Le ministre de l'environnement est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 novembre 1985.

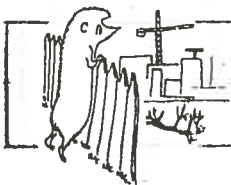
LAURENT FABIUS

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'environnement.

HUGUETTE BOUCHARDEAU

Sources : Journal Officiel 12.11.85



Amenagement

AMENAGEMENT DU BASSIN DE LA LOIRE

T.G.V - EST

VOICI LA LETTRE QUE J.P. RAFFIN A ADRESSEE AU PREMIER MINISTRE SUITE A LA SIGNATURE "A LA SAUVETTE" D'UN PROTOCOLE D'ACCORD CONCERNANT L'AMENAGEMENT NAUTIQUE DU BASSIN DE LA LOIRE.

Monsieur le Premier Ministre,

Nous avons été informés du projet de signature d'un "protocole d'accord entre l'Etat, l'agence financière de bassin et l'établissement public d'aménagement de la Loire et de ses affluents pour l'aménagement intégré du bassin de la Loire".

Sous le terme "aménagement intégré", il faudrait entendre la réalisation de nombreux ouvrages qui modifieraient profondément, voire altéreraient les fonctionnements physiques et biologiques du bassin de la Loire. Certains peuvent être justifiés, d'autres pas. En tout état de cause, il conviendrait que la décision d'un aménagement de cette ampleur soit précédée d'une étude en mesurant toutes les conséquences, ce qui ne semble pas être le cas.

Nous nous permettons de vous demander que ce projet soit soumis à l'avis du Haut Comité à l'Environnement dont c'est une de ses missions. Il a ainsi déjà à connaître des projets nationaux par leur importance (TGV Atlantique) ou la fragilité des milieux concernés (prospection d'hydrocarbures en Camargue, aménagement du Haut Rhône). La gestion du bassin de la Loire est un problème national.

Alors que de nouvelles procédures d'enquête publique ont été mises en place, que votre gouvernement cherche à mieux faire prendre en compte l'environnement physique et biologique dans la gestion du territoire, nos associations ne comprendraient pas qu'un programme aussi important, concernant le plus vaste de nos bassins fluviaux et qui devrait s'étendre sur 10 ans, puisse être décidé et signé "à la sauvette" et sans que toutes les garanties préalables aient été fournies.

En espérant que vous serez sensible à notre inquiétude, nous vous prions d'accepter, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre haute considération.

J.P. RAFFIN

Président

Paris, le 17.12.1985

Les Fédérations Régionales de Protection de l'Environnement se sont réunies récemment à BAR LE DUC afin de coordonner leurs avis à propos du projet de création de la ligne du TGV Est.

L'AFRPN (Association Fédérative Régionale de Protection de la Nature Alsace), la FLORE (Fédération Lorraine pour l'Environnement et la Qualité de la Vie), l'URCAN (Union Régionale Champagne-Ardenne pour la Nature et l'Environnement), l'ASMPN (Association Seine et Marnaise de Protection de la Nature), auxquelles s'était associée la FNAUT 2000 (Fédération Nationale des Usagers du Transport Champagne-Ardenne/Lorraine) ont convenu d'une stratégie commune à l'égard de cet important projet ferroviaire.

Il apparaît clairement au vu des documents officiels dont elles ont pu prendre connaissance que l'impact sur l'Environnement d'un tel projet revêt une grande importance tant au niveau des effets directs que ceux induits. A cet égard, le Groupe Inter Régional a regretté que les Fédérations n'aient pas été associées dès à l'amont du projet. L'utilité publique n'est pas discutée au regard des inconvénients systématiquement sous-estimés des transports routiers et aériens.

Si la rentabilité économique semble assurée, les incidences sociales et démographiques restent à préciser. Encore faut-il que le tracé retenu respecte les contraintes d'environnement de manière, notamment à éviter les zones écologiquement sensibles, celles présentant encore des unités paysagères et les secteurs recelant des richesses floristiques et faunistiques.

Ceci ne peut se réaliser que si les Fédérations Régionales, représentatives de sensibilités environnementalistes sont associées dès en amont du projet.

L. RATTIER, chargé de l'étude de ce dossier devant rendre son rapport pour le 31 décembre, les fédérations réunies craignent de ne pas être consultées avant la fin du délai imparti pour la remise de son rapport.

Elles ont adressé à Mme BOUCHARDEAU, Ministre de l'Environnement, un courrier dans lequel elles demandent en urgence un entretien pour le 30 novembre au plus tard, entre les membres du groupe "RATTIER" et une délégation du Groupe Interrégional.

Elles souhaitent par ailleurs que le Haut Comité de l'Environnement placé auprès du Premier Ministre sous la présidence du Ministre de l'Environnement soit saisi de ce dossier.

BASE DE LOISIRS AUX ANTILLES

Depuis 1979, les habitants de l'île de St Barthélemy se battent contre l'implantation du complexe hôtelier MONTBORON/BEAURIVAGE dont une partie de constructions doit s'étendre sur le domaine maritime publique.

L'Association pour la Défense et la Protection du Quartier Marigot (lieu d'implantation) créée en 1984 pour lutter contre cette réalisation, vient de nous transmettre une lettre ouverte à l'Administration où elle présente l'évolution de ce projet.

Au départ, celui-là comprenait l'édification de 12 logements locatifs, 30 chambres, un parking, un tennis et une buvette de plage.

L'ouverture du chantier a eu lieu en mars 84, ce qui a eu pour résultat immédiat... la fermeture de l'accès aux plages Maréchal et Gros Sable, lieu privilégié de détente de la population autochtone.

L'Association en question lance une pétition auprès des habitants du quartier (février 85).

Les 418 signataires réclament le libre accès aux plages et attirent l'attention des élus sur la dégradation du site et du milieu naturel.

C'est aussi grâce à l'alerte donnée par la même association que la DDE a pu constater en septembre 1985 la non conformité des réalisations par rapport au permis de construire initial, c'est à dire :

- construction d'un restaurant d'environ 150 m2 avec un sous-sol d'une surface pratiquement équivalente, à la place d'un bâtiment de fonction ; le descriptif du projet précisait que le complexe n'aurait pas de restaurant.
- remplacement du plan d'eau par une piscine et un snak-bar de 150 m2 de surface (en bordure de plage);
- Transformation des 30 chambres autorisées en 30 suites (soit 39 chambres); les pergolas des chambres ont été recouvertes et des kitchenettes installées sur chaque terrasse;
- construction d'un deuxième tennis (un seul figure au permis),
- implantation de 3 groupes électrogène et d'une cuve à fuel de 10 m3.
- inexistence d'accès carrossable aux plages.

Le maire de St Barthélemy prend immédiatement un arrêté de suspension des travaux.

C'est là que le chantage à l'emploi commence, ce qui est d'autant plus surprenant étant donné que les promoteurs du projet ont fait appel pour la réalisation du chantier à des entreprises étrangères à l'île.

Néanmoins, l'Assemblée Municipale ne cède pas et décide d'émettre un avis défavorable sur l'ensemble des dossiers modificatifs présentés.

A présent, il ne reste qu'à attendre la décision du Préfet.

Quelle attitude va-t-il adopter se demandent inquiets les auteurs de la lettre ouverte à l'Administration.

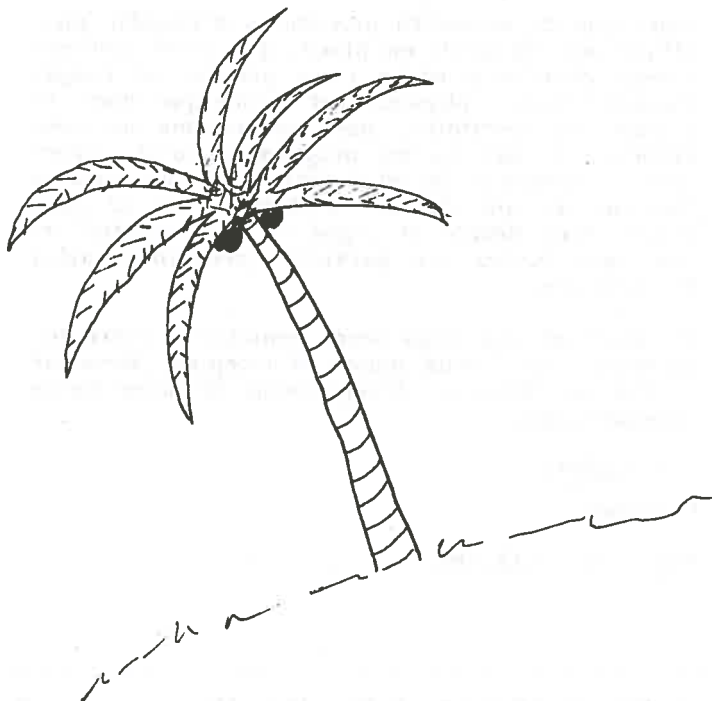
Jouera-t-il le jeu de la Démocratie en tenant compte du choix des élus ?

Ou bien, utilisera-t-il les méthodes totalitaires en acceptant la demande des promoteurs ?

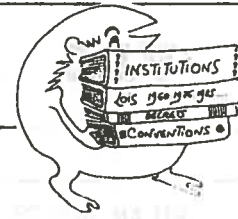
Des rumeurs inquiétantes circulent : un homme politique de gauche et une reine du show business (proche du Pouvoir) doivent intervenir en faveur des promoteurs auprès des plus hautes instances...

Wait and see.

(affaire à suivre)



suite



institutions

PROJET DE COMPLEXE TOURISTIQUE DE ST VIATRE

MOTION DES NATURALISTES ORLÉANAIS

Les Naturalistes Orléanais et de la Loire-Moyenne, réunis en Assemblée Générale le 1er décembre 85, ne sont pas opposés à des installations touristiques en Sologne à condition qu'elles soient implantées de façon diffuse et de manière à ne pas nuire aux équilibres faunistiques, floristiques et biologiques dans cette région particulièrement riche et sensible.

Par contre, en ce qui concerne le projet de St Viâtre, ils estiment que l'installation envisagée est inadéquate au lieu où l'on entend la situer dans une région déclarée zone humide et d'une très grande richesse ornithologique reconnue d'intérêt international au sens de la directive du Conseil des Ministres de la CEE n° 79-409 du 2 avril 79 sur la protection des oiseaux.

En effet, la concentration moyenne de 3000 personnes durant 300 jours par an ne manquerait pas d'avoir des répercussions dans le milieu environnant bien au-delà de la zone considérée.

Les adhérents de l'Association des Naturalistes Orléanais affirment que la promotion d'un tourisme diffus sur l'ensemble de la Sologne des Etangs apporterait tout autant, du point de vue économique, aux populations des communes intéressées, tout en éliminant l'impact ponctuel d'un complexe d'une telle importance.

Les participants s'élèvent en outre contre le chantage permanent à l'emploi dispensé par les promoteurs pour faire aboutir leurs projets. Ils estiment que cette considération ne doit pas toujours être systématiquement avancée pour juguler la réaction des opposants.



LE BUDGET DU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

LA REPONSE DU GROUPE SOCIALISTE.

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai bien reçu votre courrier du 15 octobre dernier relatif au projet de budget de l'environnement pour 1986.

J'ai lu votre courrier avec le plus grand intérêt.

Le projet de budget a été discuté le 23 octobre 1985.

Vous vous inquiétez de l'insuffisance de ce budget. Il est vrai qu'avec 868 millions, il représente une très faible part du budget de l'Etat. Cependant, une part importante de l'effort national pour l'environnement mobilise d'autres moyens, au total cet effort s'élève en fait à près de 67 milliards.

Cinq axes prioritaires se dégagent de ce budget.

Tout d'abord, le Ministère de l'Environnement est engagé pour 1986 à concurrence de 110 millions dans les contrats de plan Etat/région. Ces engagements seront respectés.

La priorité numéro un demeure la prévention des risques industriels avec un effort particulier pour renforcer l'inspection des installations, et la lutte contre la pollution atmosphérique.

La deuxième priorité est l'équipement des réseaux d'annonce des crues.

La troisième priorité concerne le nouveau régime de rémunération des commissaires enquêteurs.

La quatrième priorité concerne l'application de la loi pêche qui entrera en vigueur au 1er Janvier 1986.

Enfin, la cinquième priorité est la modernisation des services avec un développement de l'informatique et un renouvellement des moyens de communication.

Par ailleurs, je transmets votre courrier à M. TAVERNIER, député de l'Essonne, chargé au sein du Groupe socialiste du dossier "environnement", afin qu'il l'examine avec soin avant la deuxième délibération.

Paris le 15.11.1985
André BILLARDON
Président du Groupe Socialiste



VIE ASSOCIATIVE

BILAN DES 28 MOIS D'ACTIVITES DU CONSEIL NATIONAL DE LA VIE ASSOCIATIVE

Le vendredi 6 décembre 1985 se tenait dans les salons du PLM St Jacques à Paris, la dernière session plénière de l'actuelle mandature du Conseil National de la Vie Associative, le mandat des 59 membres, représentants associatifs, expirant le 31 décembre 1985.

En fin d'après midi eut lieu la présentation publique du Bilan de cette première mandature.

En présence d'André HENRY, ministre du Temps Libre qui en 1982 fut à l'origine de la création du CNVA, et de nombreux représentants ministériels (Agriculture, Economie Sociale, Environnement, Jeunesse et Sports, Santé, Tourisme) Georges DAVEZAC président du CNVA a dressé ce bilan.

C'est ainsi que les associations prennent elles-mêmes la parole à côté de tous ceux qui parlent d'elles ou pour elles. Elles s'adressent certes à l'ensemble du mouvement associatif, mais aussi aux pouvoirs publics et à l'opinion publique qui ne mesurent pas toujours la réalité du mouvement associatif présent aujourd'hui dans tous les secteurs de la vie culturelle, économique et sociale du pays.

Quels enseignements tirer de ces 28 mois de fonctionnement du CNVA..?

Tout d'abord, les associations se sont investies; elles ont appris à mieux se connaître, à travailler ensemble dans l'intérêt du plus grand nombre. Il faudra persévérer.

Ensuite, des pas en avant ont été faits du côté des Pouvoirs publics qui ont, en réponse aux avis formulés par le Conseil :

- permis la représentation des associations autres que familiales au Conseil Economique et Social.
- retenu la proposition de guide comptable des associations
- édicté une loi permettant aux associations d'émettre des obligations afin de renforcer leurs fonds propres,
- mis en place le Fonds National de Développement de la vie associative,

Mais il reste encore beaucoup à faire, qu'il s'agisse:

- du statut d'élu associatif,

- des contrats pluri-annuels d'utilité sociale qui pourraient être établis entre les associations et les Pouvoirs publics.

- de la taxe sur les salaires que le mouvement associatif est seul (avec le secteur des assurances) à acquitter et dont les tranches du barème n'ont pas été revalorisées depuis 1968.

- de la presse associative

Le prochain Conseil devra donc poursuivre le travail entrepris, en espérant pouvoir obtenir des avancées significatives dans ces différents domaines, en concertation plus étroite avec les Pouvoirs publics.

Georges DAVEZAC indique sur le thème du renouvellement du Conseil que le décret en préparation donne satisfaction au CNVA sur trois points:

. de 59 membres le Conseil passera à 72 afin d'être le plus possible représentatif de l'extrême diversité associative : (par exemple des secteurs comme la recherche et la technologie, les associations liées à l'immigration seront représentés).

. la nomination des membres ne pouvant actuellement se faire par élection, les différents ministères feront des propositions après consultation des associations nationales relevant de leurs secteurs d'intervention.

. Le Secrétariat du CNVA sera assuré conjointement par trois départements ministériels: Affaires sociales et Solidarité nationale- Economie Sociale et Jeunesse et Sports.

Ce qui constitue une première étape en direction de l'interministérialité souhaitée par le CNVA.

Par ailleurs, il semble acquis qu'une conférence annuelle regroupant des représentants du CNVA et des différentes administrations se réunira pour définir les priorités sur lesquelles le Gouvernement entendra porter ses efforts.

Pour conclure, Georges DAVEZAC, faisant référence au congé formation obtenu par la Mutualité et au congé représentation obtenu par l'UNAF, pour leurs administrateurs, notait que ces avancées s'appuyaient sur des textes de loi: code de la mutualité, Code de la Famille.

Il faudrait donc pour le mouvement associatif sans toucher à la loi de 1901, loi de liberté, un acte législatif qui permettrait un réel développement de la vie associative.



FORMATION

PROTEGER LA FAUNE ET LA FLORE

LE CREUSOT 18/19 JANVIER 1986

Les associations sont confrontées de plus en plus aux problèmes de vente d'espèces protégées et de trafic animalier.

De nombreux délinquants sont relâchés pour des vices de forme dans la procédure.

La législation est complexe, la faire appliquer avec efficacité est difficile.

Ce stage a pour but d'expliquer toutes les subtilités de la législation : loi sur la protection de la nature, Convention de Washington, quand, comment et par qui, faire dresser un procès verbal. Comment gagner un procès.

Prix :

80,00 F adhérents à une association membre de la FFSPN, personnel du Ministère de l'Environnement.

400,00 F autres.

SAVOIR NEGOCIER

20 AU 22 JANVIER 1986

TOULOUSE

Un représentant d'association, qu'il soit permanent ou élu doit négocier ; il doit donc avoir une connaissance très précise des points ou des positions qui sont négociables. Négocier ne veut pas dire négocier à n'importe quel prix. Ce stage a pour objectif de donner des connaissances de base sur le mécanisme de la négociation.

- Comment établir une bonne communication ?
- Sur quelles bases ? Comment mener une réflexion à plusieurs ? Mener une réflexion pluridisciplinaire ?
- Comment mettre en place une action commune ?
- Dans une bonne communication avec d'autres, comment fonctionne notre cerveau ?
- Les manipulations dans la communication et le fonctionnement désordonné du cerveau.

■ Prix :

350,00 F adhérents à une association membre de la FFSPN et personnel du Ministère de l'Environnement

1500,00 F autres.

Inscriptions à envoyer pour ces 2 stages à :

Claudine LOUIS - FFSPN
57, rue Cuvier- 75321 PARIS Cédex 05

EN BREF

NOUVEAU FILM DE LAURENT CHARBONNIER

"TANT QU'IL Y AURA DES CERFS"

Le 16 décembre dernier, Laurent CHARBONNIER, cinéaste animalier, a présenté à Paris son nouveau film "Tant qu'il y aura des cerfs".

Il n'a pas été déçu, la salle était pleine à craquer, et le public non plus, c'était 52 minutes d'images splendides et d'émotions...

Ce film, dédié au plus grand mammifère après l'ours, des forêts de France, est le fruit de rencontre entre Laurent CHARBONNIER et les responsables du Domaine National de Chambord.

Durant trois années, de 1983 à 1985, l'équipe de tournage parcourait les bois, les landes et les prairies de Chambord, à la recherche des prises de vue lesquelles, une fois le montage effectué, pourraient donner un film grand public aussi bien didactique qu'esthétique sur le cycle complet de vie des cerfs. Ce pari est gagné.

En fait, c'est un magnifique opéra des cerfs que nous avons pu voir : avec la naissance d'un faon et ses premiers pas dans la nature, le printemps des biches et l'été des cerfs, la folie du brame et les heures froides de l'hiver.

Il ne nous reste qu'à féliciter l'équipe de Laurent CHARBONNIER pour les images fascinantes qu'elle nous a fait partager et d'inciter tous les amoureux de la nature à saisir l'opportunité de les voir.

Car il est fort probable que vous ne verrez pas tant de scènes émouvantes de la vie des cerfs lors de quelques promenades au Domaine de Chambord.

En bref, c'est un film à ne pas manquer.

Barbara SKOCZYLAS

Important

Les copies de ce film et les cassettes vidéo seront disponibles à la vente au début janvier. Pour toute information : 54.46.43.42



GUIDE D'APPLICATION DE LA DIRECTIVE SEVESO

La prévention des risques industriels majeurs se fait en France à travers la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (loi du 19 juillet 1976).

L'application concrète de cette législation doit aujourd'hui intégrer de nouvelles exigences nées de l'application de la Directive 82/501/CEE du Conseil des Communautés Européennes du 24 juin 1982 concernant les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles (dite Directive "Séveso").

La présente brochure expose à l'intention principale des inspecteurs des installations classées, mais également des exploitants et des autres personnes concernées, la manière d'appliquer cette Directive, au moyen du dispositif réglementaire disponible dans le cadre de la législation existante. Elle vise à fournir un "guide pratique" utilisable par toutes les personnes familières de la législation française et confrontées au texte communautaire et à ses obligations.

Disponible à :

Ministère de l'Environnement
14, bd du Gal Leclerc
92524 NEUILLY/SEINE CEDEX

ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL

Le n°8 d'août 1984 des "Annales des Mines" est consacré aux divers aspects de l'environnement industriel : techniques, économiques et sociaux.

Nous attirons votre attention, en particulier, sur les articles suivants :

- Origines et effets des pluies acides par Katia Kanas
- Point de vue des constructeurs sur la pollution atmosphérique due aux automobiles par Michel PEZET.
- Le rôle des médias : l'affaire de SEVESO par Jacqueline Denis LEMPEREUR
- Messieurs les industriels, tirez les premiers par Roger CANS.

A consulter à

FFSPN
57, rue Cuvier
75005 PARIS

VILLE ET ENVIRONNEMENT

Un numéro spécial de Correspondance Municipale - revue pour le pouvoir local - paru en novembre dernier est consacré à la ville et l'environnement.

Il a pour objectif de répondre à travers un ensemble de témoignages d'élus et de responsables à quelques-unes des questions que se posent ceux qui se préoccupent de l'amélioration de l'environnement dans nos villes.

Il est à consulter à :

FFSPN
57, rue Cuvier
75005 Paris Cédex 05

AMENAGEMENTS FONCIERS ET ETUDES D'IMPACT DES OUTILS DE PROTECTION ET GESTION DE L'ESPACE RURAL

C'est la dernière d'une série de huit plaquettes élaborées à la demande du Ministère de l'Agriculture par certains bureaux d'étude chargés de présenter, dans des régions différentes, un bilan de leurs pratiques en matière d'études d'impact de remembrement.

Le bureau ECOLOR (57 - FENETRANGE) et l'Atelier d'Ecologie Rurale et Urbaine (68 - MULHOUSE) font part de leur témoignage issu d'actions menées respectivement en MOSELLE et dans le HAUT RHIN par les deux directions départementales de l'agriculture et de la forêt.

A consulter à :

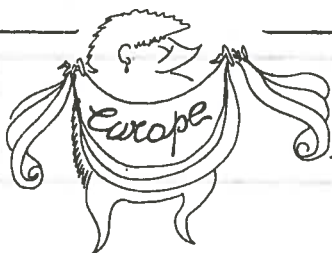
FFSPN
57, rue Cuvier
75005 PARIS

PREVENTION DES RISQUES DUS AUX TRANSFORMATIONS ELECTRIQUES

C'est le thème du colloque organisé le 22 janvier 1986 à Paris (Hôtel Méridien) par l'Agence pour la Qualité de l'Air et le Centre de formation et de documentation sur l'environnement industriel.

Renseignements et inscriptions :

au C.F.D.E.
99, Bd Malesherbes
75008 PARIS
45.62.21,51



EUROPE

concours

BON POUR L'EXPORTATION (SUITE)

Le Bureau Européen de l'Environnement (BEE) a félicité la Commission européenne de sa proposition relative à une modification de la directive communautaire 84/631/CEE qui régit le contrôle et la surveillance sur les transferts transfrontaliers de déchets dangereux dans la Communauté (COM (85) 511 final).

L'objectif de la proposition de la Commission est d'adapter la directive communautaire 84/631/CEE à une recommandation de l'OCDE qui a été adoptée les 27/28 mars 1985 à Bâle. Elle recommande aux pays membres de l'OCDE l'adoption du principe de la non discrimination (ne pas appliquer des mesures de contrôle moins vigoureuses aux mouvements transfrontaliers de déchets dangereux vers des pays membres de l'OCDE), du principe de consentement (ne permettre de tels mouvements vers des pays non-membres que lorsque les autorités du pays importateur, et des pays transit, y consentent) et du principe du contrôle des installations d'élimination de déchets dangereux (ne permettre de tels mouvements que si le pays importateur possède les installations adéquates pour les éliminer).

Pour transposer ces principes dans la CEE, la Commission a suggéré de modifier la directive 84/631/CEE en y ajoutant les deux principes suivants :

- le pays importateur et le cas échéant les pays de transit, doivent marquer leur accord à l'importation des déchets dangereux,
- le pays importateur doit posséder la capacité et la compétence pour éliminer correctement ces déchets).

Le BEE a accueilli favorablement la proposition de modifier la directive 84/631/CEE vu qu'elle répond à l'importance du consentement préalable après information pour l'exportation de substances dangereuses et c'est pour cette raison qu'il s'agit d'un précédent important en ce qui concerne l'exportation d'autres produits dangereux- comme par exemple pesticides, produits pharmaceutiques et technologies dangereuses- vers les pays du Tiers Monde.

C'est déjà depuis mars 1983, rappelons-le, que le BEE fait du lobbying en vue de l'introduction du consentement préalable après information à une telle directive communautaire.

Bruxelles le 11 décembre 1985

JEU CONCOURS

CONNAISSEZ-VOUS LES ESPECES PROTEGEES

RESULTATS

Dans le numéro 34 de la Lettre du Hérisson, nous avons publié un concours "Connaissez-vous les espèces protégées"?

Pourquoi ce jeu? Simplement parce que nous souhaitons vérifier si les associations connaissent bien la législation en matière d'espèces protégées. Tout pouvait laisser croire une avalanche de bonnes réponses puisque nous avons dû annuler le stage portant sur ce thème en novembre dernier. Personnes (sauf 3 malheureux inscrits) ne semblait suffisamment persuadé qu'il s'agissait d'un secteur où la formation est nécessaire.

Le résultat a dépassé les prévisions: 0 (oui zéro) réponse exacte !

La nécessité de mieux comprendre les textes que nous soutenons ou combattons apparaît clairement.

Pour ceux qui n'auraient pas osé envoyer leurs réponses (et pour les autres) nous publions les réponses commentées.

Sachez que :

- de 0 à 20 réponses justes, vous devez vous précipiter sur le bulletin d'inscription au stage qui doit se dérouler au Creusot les 18 et 19 janvier 1986.

- de 20 à 30 bonnes réponses, vous devrez quand même suivre ce stage, vous avez des trous.

- plus de 30 bonnes réponses, vous devrez organiser un stage pour former les autres.



CONCOURS

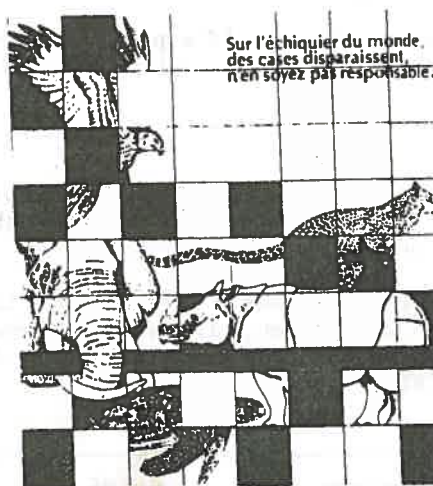
JEU CONCOURS

CONNAISSEZ-VOUS LES ESPECES PROTEGEES

- 1 En France, un collectionneur peut détenir un Aigle de Bonelli
 VRAI ☒ FAUX ☐
- 2 Tout citoyen français peut faire naturaliser une fouine
 VRAI ☐ FAUX ☒
- 3 La vente des rapaces asiatiques nés en captivité en France
 est libre ☐
 est soumises à autorisation ☒
 est interdite ☐
- 4 En France, l'élevage du Triton à crête
 est interdit ☐
 est libre ☒
 est soumis à autorisation ☐
- 5 La vente d'Aigle pêcheur capturé le 10 avril 1984 à l'état sauvage en Afrique
 est interdite ☒
 est soumise à autorisation ☐
 est libre ☐
- 6 Un établissement de vente d'animaux ouvert le 12 juillet 1976 doit posséder une autorisation d'ouverture délivrée par le préfet
 VRAI ☐ FAUX ☒
- 7 Le nombre de condamnations pénales pour infraction à la Convention de Washington (entrée en vigueur le 3 août 1978) était, au 1er juillet 85 de
 0 ☒
 1 à 5 ☐
 6 à 10 ☐
 11 à 30 ☐
 31 à 50 ☐
 plus de 50 ☐
- 8 Un garde de l'ONC a le droit de faire ouvrir un coffre de voiture pour contrôler si le conducteur transporte du gibier ou des espèces protégées
 VRAI ☐ FAUX ☒
- 9 La ramassage de l'escargot petit-gris le 5 mai est
 légal ☒
 illégal ☐
- 10 Le transport des vipères aspic est libre en France
 VRAI ☐ FAUX ☒
- 11 La commercialisation en France de chardonnerets capturés en Italie
 est possible ☐
 est impossible ☒
- 12 La commercialisation en France de chardonnerets reproduits en captivité en Italie
 est possible ☐
 est impossible ☒
- 13 L'importation d'une rondelle de défense d'ivoire de 10 cm de diamètre et de 2 cm d'épaisseur
 est soumise à autorisation ☒
 est libre ☐
 est interdite ☐
- 14 La commercialisation le 1er novembre 85 d'un Ara macao capturé sauvage le 10 août 85 au Vénézuéla est
 libre ☐
 interdite ☒
 soumise à autorisation ☐
- 15 La commercialisation le 1er novembre 85 d'un Ara macao importé légalement du Vénézuéla le 25 janvier 85 est
 libre ☐
 interdite ☐
 soumise à autorisation ☒
- 16 La commercialisation de Bruant ortolan congelé est
 interdite ☐
 possible ☒
- 17 La commercialisation du Phalarope à bec étroit est
 interdite ☐
 possible ☒
- 18 Quels types de registres doit tenir un parc zoologique :
 Un registre des effectifs ☒
 un registre des soins vétérinaires ☒
 un registre des accidents ☐

suite

- un registre des achats de nourriture ☐ 16 Elle concernait
un registre des visites d'agents assermentés ☐
- 19 Quelles sont les peines encourues en cas de
vente illégale d'un chimpanzé
- de 2000 à 60000 F d'amende ☐
1 à 2 mois de prison ☒
aucune peine ☒
- 20 Quelles personnes peuvent dresser un procès ver-
bal pour une infraction aux arrêtés du 17 avril
81 sur les oiseaux et mammifères protégés
- un gendarme ☒
un garde chasse privé ☒
un garde chasse ONC ☒
le maire ☒
un conseiller général ☒
un garde pêche ☒
un contrôleur des douanes ☒
un agent de police ☒
un inspecteur de police ☒
un commissaire de police ☒
- 21 L'importation en France d'oiseaux de paradis
(Paradisaeidae Sp) est soumise à la présenta-
tion
d'un permis d'exportation du pays
d'origine ☐
d'un permis d'exportation du pays
d'origine et d'un permis français ☒
d'aucun document ☒
d'une dérogation sanitaire ☒
- 22 L'importation de tout vertébré vivant est sou-
mise à autorisation
- du Ministère de l'Environnement ☒
du Ministère de l'Agriculture ☒
- 23 Le texte qui prévoit cette autorisation date
- de 1930 ☐ de 1974 ☐
de 1936 ☐ de 1978 ☐
de 1955 ☐ de 1981 ☐
de 1964 ☒ de 1985 ☐
- 24 Le règlement communautaire de la Convention de
Washington est entré en vigueur
- 1er janvier 1984 ☒
1er juillet 1984 ☐
1er janvier 1985 ☐
- 25 La dernière modification de ce règlement CEE
est parue au JO de la CEE en
- janvier 1985 ☐ juin 85 ☐
février ☐ juillet ☐
mars ☐ août ☒
avril ☐ sept. ☐
mai ☐ octobre ☐
- 17 les listes d'espèces ☒
la commercialisation de cyclamen ☐
un nouveau modèle de permis ☐
- 17 La commercialisation de Bruants des roseaux re-
produits en captivité en France
- est légale ☒
est illégale ☐
- 18 Toutes les grues (gruidae sp) sont sur l'annexe
11 ou l'annexe 1 de la Convention de Washington
- VRAI ☒ FAUX ☐
- 19 La Grue canadienne de Floride (Grus canadensis
pratensis) est considérée en France comme appar-
tenant à l'annexe 1 de la Convention de
Washington
- VRAI ☒ FAUX ☐
- 30 Une statuette sculptée dans de l'ivoire (Eléphant
d'Afrique) pesant 150 grammes nécessite une
autorisation d'importation
- VRAI ☒ FAUX ☐
- 31 Un garde de l'ONC a le droit de contrôler le
congélateur d'un restaurateur
- VRAI ☒ FAUX ☐
- 32 Un garde de l'ONC a le droit de saisir des ta-
dornes vivants dans un magasin alors qu'ils
sont mis en vente illégalement
- VRAI ☐ FAUX ☒
- 33 Un garde pêche a le droit de saisir des héris-
sons empaillés exposés à la vente chez un taxi-
dermiste
- VRAI ☒ FAUX ☐



COMMENTAIRES

- 1/ la détention des espèces protégées n'est pas interdite.
- 2/ seuls, les "auteurs de la capture" donc les piégeurs agréés peuvent faire naturaliser une fouine (arrêté du 15 avril 1985)
- 3/ le règlement CEE d'application de la Convention de Washington interdit le commerce des rapaces mais permet des dérogations pour les animaux nés en captivité (règlement CEE 3626/82 du 3 décembre 82 article 6, paragraphe 1b).
- 4/ seuls la capture, transport, naturalisation, commerce sont interdits, pas l'élevage (en lieu privé).
- 5/ le rapace ayant été capturé après le 1.1.84 ne peut faire l'objet de dérogation au titre de l'article 6, paragraphe 1 de la Directive CEE 3626/82. Sa vente est dans tous les cas interdite.
- 6/ Seuls, les établissements créés après le 25.11.77, doivent posséder une autorisation d'ouverture. Les autres sont soumis à déclaration (décret 77-1297 du 25.11.77).
- 7/ Eh oui !
- 8/ La voiture étant un domicile privé, un garde ONC ne peut faire ouvrir le coffre d'une voiture. Seuls sont habilités à le faire :
 - 1) les officiers de police judiciaire munis d'un mandat de perquisition
 - 2) les agents habilités des douanes.
- 9/ Seul, l'escargot de Bourgogne a une période d'interdiction de ramassage.
- 10/ arrêté du 6 mai 1980, article 2. Signalons que la commercialisation des vipères aspic et peliade étrangères est autorisée.
- 11/ la commercialisation d'espèces protégées en France est interdite quelle que soit leur origine.
- 12/ id
- 13/ arrêté du 14 septembre 79 et directive CEE. Il s'agit d'ivoire brut et de défense substantiellement entière.
- 14/ l'ara macao est sur l'annexe 1 de la Convention de Washington. Il ne peut bénéficier de dérogation au titre de l'article 6 du règlement CEE.
- 15/ Lors de son importation, il était sur l'annexe 11, il peut bénéficier des dérogations article 6 paragraphe 1a de la Directive CEE.
- 16/ le Bruant ortolan n'est pas une espèce protégée. Cependant, sa chasse est interdite. S'il est congelé on peut dire qu'il a été capturé avant le 12 juin 1979.
- 17/ Le phalarope à bec étroit n'est pas une espèce protégée
- 18/ (arrêté du 21 août 78, article 11)

Seuls, les établissements mobiles doivent avoir un registre des accidents (article 15)
- 19/ aucune peine n'est prévue en cas d'infraction au règlement CEE
- 20/ loi du 10 juillet 76, article 29

Le maire est officier de police judiciaire.
Un agent de police non.
- 21/ vertébrés donc dérogation sanitaire indispensable. Ces oiseaux figurent sur l'annexe : C1 durèglement CEE donc assimilés à des annexes 1 de la Convention de Washington.
- 22/ C'est le Ministère de l'Agriculture qui est compétent (administrativement parlant) pour délivrer des dérogations sanitaires.
- 23/
- 24/ règlement CEE article 23
- 25/ J.O de la CEE du 29 août 1985
- 27/ le Bruant des roseaux ne sont pas des espèces protégées.
- 28/ depuis le 1er août 1985
- 29/ elle figure à l'annexe C1 du règlement CEE.
- 30/ l'éléphant d'Afrique figure sur l'annexe C2 du règlement CEE
- 31/
- 32/ Selon l'article 32 de la loi du 10 juillet 76, seules les dépouilles peuvent faire l'objet de saisie.

Les animaux vivants peuvent être saisis par un officier de police judiciaire (article 54 du code de procédure pénale. Il s'agit de délits)
- 33/ les agents assermentés visés à l'article 29 de la loi du 10 juillet 76 (dont font partie les gardes pêche) ont le droit de saisir les dépouilles.

LA LETTRE DU HERISSON

SPECIAL ASSOCIATIONS

**diffusion
interne**

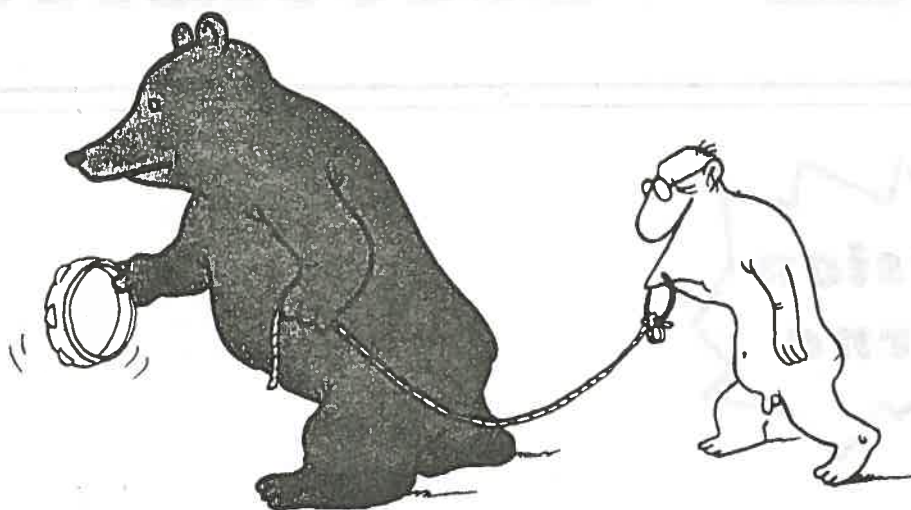
SOMMAIRE

EDITORIAL	P. 3/5
NOTES SUR UN C.A	P. 6/7
RESEAU BILAN ET PERSPECTIVE	P. 7
MILIEUX NATURELS : ON PARLE DE NOUS DANS LA SAUVAGINE	P. 7/10
POLLUTION : FEU VERT POUR LES POLLUEURS (suite)	P. 10
EN BREF	P. 11
DERNIERE MINUTE : COMMISSION CHASSE	P. 12
PUBLICITE	P. 13/14

L'OURS brun des Pyrénées : DISPARITION ou COHABITATION ?

En vente à FFSPN- 57, rue Cuvier- 75231 Paris Cédex 05

Prix : 60 F sur place - ou 60 F + 9,50 F de port par correspondance



PIEM

300 personnalités des LETTRES ,
des ARTS ,
des SCIENCES ...
REPONDENT !

ouvrage réalisé avec la participation du :
SECRETARIAT DE LA FAUNE ET DE LA FLORE
MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE

Société Française pour l'Étude et la Protection des Mammifères

EDITORIAL

QUELLE FEDE DEMAIN ?

LA FÉDÉ GRANDIT...LES ASSOCIATIONS MEMBRES S'ÉTOFFENT, PRENNENT DE PLUS EN PLUS DE RESPONSABILITÉS SUR LE TERRAIN. NOUS EN SOMMES ARRIVÉS AU POINT OÙ DES PROBLÈMES DE GESTION, DE STRUCTURE ET DE FONCTIONNEMENT INTERNE JUSQU'ALORS MARGINAUX SE DRESSENT DEVANT NOUS. IL S'ENSUIT DES CRAQUEMENTS, DES RUPTURES DANS LES HABITUDES, DES TRAUMATISMES AUSSI? CELA NE DEVRAIT PAS ÉTONNER LES NATURALISTES QUE SONT BEAUCOUP D'ENTRE NOUS, MÊME SI NOUS RESSENTONS CES À-COUPS PLUS OU MOINS BIEN. IL N'EST PAS AISÉ D'ÊTRE PRÉSIDENT LORSQUE SURVIENT CETTE CRISE DE CROISSANCE, AU DEMEURANT INÉVITABLE, MÊME SI L'ON SAIT QU'UN ORGANISME QUI N'ÉVOLUE PAS EST VOUÉ À L'ÉCHEC (IL EXISTE BIEN QUELQUES ESPÈCES, RARISSIMES IL EST VRAI, QUI ONT RÉUSSI À PASSER AU TRAVERS DE CE DÉCAPANT QU'EST L'ÉVOLUTION, MAIS SONT-ELLES DES MODÈLES ?).

LE THÈME DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE 1986 A ÉTÉ CHOISI POUR QUE NOUS TENTIONS DE FAIRE UN BILAN, DE PRÉVOIR LES ÉVOLUTIONS ET DE NE PAS ÊTRE AMENÉS À LES SUBIR. HÉLAS, LES BONNES VOLONTÉS NE SE BOUSCULENT PAS POUR PARTICIPER AUX TRAVAUX DU RÉSEAU ANIMÉ PAR JOSETTE BENARD. ET POURTANT, SON OBJECTIF EST JUSTEMENT DE NOUS PRÉPARER À AFFRONTER DEMAIN ! COMMENT LES RESPONSABLES D'AUJOURD'HUI ET CEUX QUI AURONT, APRÈS L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, EN CHARGE LA FÉDÉ, POURRONT-ILS NAVIGUER AU MILIEU DES ÉCUEILS QUI PARSÈMENT LA ROUTE DE LA PROTECTION DE LA NATURE, SANS VOTRE CONCOURS ?

LA LECTURE D'UN BULLETIN DE LIAISON ENTRE ADHÉRENTS D'UNE GRANDE ASSOCIATION RÉGIONALE DONT JE SUIS MEMBRE, QUELQUES RÉFLEXIONS ÉCHANGÉES À L'OCCASION DU DERNIER CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA FÉDÉ M'INQUIÈTENT MÊME SI LEUR CONTENU NE M'ÉTONNE PAS.

D'UN QUESTIONNAIRE ADRESSÉ AUX ADHÉRENTS DE LADITE ASSOCIATION POUR SAVOIR QUELS THÈMES ILS SOUHAITAIENT VOIR DÉVELOPPER, IL RESSORT QUE LES INFORMATIONS CONCERNANT L'ACTIVITÉ DES ASSOCIATIONS AMIES ET DE LA FFSPN INTÉRESSAIENT PEU. CE PHÉNOMÈNE POSE QUESTION POUR L'AVENIR MÊME DE NOTRE MOUVEMENT ASSOCIATIF S'IL SE GÉNÉRALISE. NOUS SAVONS TOUS QUE LA PROTECTION DE LA NATURE NE S'ARRÊTE PAS AUX FRONTIÈRES DE TELLE OU TELLE RÉGION. NE SE PRÉOCCUPER QUE DES PROBLÈMES QUI CONCERNENT LES QUELQUES ARPENTS DE L'ENVIRONNEMENT PROCHE, SE REFUSER À UNE SOLIDARITÉ ACTIVE AVEC CEUX

QUI MÈNENT LE MÊME COMBAT POUR L'INTÉRÊT GÉNÉRAL (LE VICE-PRÉSIDENT DE LADITE ASSOCIATION NE DÉCLARAIT-IL PAS, LORS D'UN RÉCENT COLLOQUE, QUE CE QUI NOUS DISTINGUAIT DES AUTRES ASSOCIATIONS, C'ÉTAIT JUSTEMENT CETTE PRISE EN COMPTE DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL, CET INTÉRÊT GÉNÉRAL S'ARRÊTE-T-IL AUX FRONTIÈRES DE LA RÉGION ?). C'EST À TERME LA MORT D'UN MOUVEMENT ASSOCIATIF FONDÉ AU DÉPART SUR L'ENTRAIDE. EST-CE LE SOUHAIT DES ASSOCIATIONS MEMBRES DE LA FFSPN ?

IL Y A MAINTENANT 3 ANS, LE CA DE LA FFSPN LANÇAIT UNE CAMPAGNE MILIEUX NATURELS. IL NOUS AVAIT SEMBLÉ QUE C'ÉTAIT LÀ UN MOYEN :

1° D'AIDER LES ASSOCIATIONS MEMBRES À DÉVELOPPER UNE POLITIQUE DE MAÎTRISE FONCIÈRE, SEULE VRAIE GARANTIE D'UNE PROTECTION DES MILIEUX SUR LE LONG TERME.

.../

.../

2° DE MANIFESTER CONCRÈTEMENT UNE SOLIDARITÉ INTERASSOCIATIVE AU TRAVERS DES DIFFÉRENTES RÉGIONS DE FRANCE (60% DES FONDS RECUEILLIS RÉINVESTIS SUR PLACE, LES 40 % RESTANTS DESTINÉS À AIDER LES RÉGIONS MOINS FAVORISÉES).

FORCE EST DE CONSTATER QUE CETTE CAMPAGNE A ÉTÉ REPRIS DE MANIÈRE FORT DIVERSE PAR LES ASSOCIATIONS DE LA FÉDÉ. CERTAINES ONT JOUÉ LE JEU, D'AUTRES PAS. NÉANMOINS, DEUX TERRAINS ONT ÉTÉ ACHETÉS CETTE ANNÉE.

EN REVANCHE, DEPUIS PLUS D'UN AN, L'ON ASSISTE À LA MISE EN PLACE DE CONSERVATOIRES RÉGIONAUX PILOTÉS PAR DES ASSOCIATIONS DE LA FÉDÉ, QUI ONT RÉUSSI À INTÉRESSER LES CONSEILS RÉGIONAUX. À OBTENIR DES LIGNES BUDGÉTAIRES, À DÉTECTER UN NOUVEAU PUBLIC PRÊT À DONNER DES FONDS PERMETTANT UNE POLITIQUE FONCIÈRE. L'ÉNERGIE QUI A FAIT DÉFAUT POUR LA CAMPAGNE MILIEUX NATURELS S'EMPLOIE LÀ AVEC EFFICACITÉ. L'ON APPREND MÊME QU'IL SE CRÉERAIT PROCHAINEMENT UNE STRUCTURE NATIONALE REGROUPANT CES INITIATIVES RÉGIONALES. UN "CONSERVATOIRE NATIONAL DES ESPACES PROTÉGÉS". IL APPARAÎT QU'IL SERAIT PILOTÉ PLUS OU MOINS EN SOUS-MAIN PAR LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT AVEC L'APPUI DE TELLE OU TELLE STRUCTURE AUX MODES DE FONCTIONNEMENT FORT ÉLOIGNÉS DE CEUX QUE NOUS PRATIQUONS CHEZ NOUS.

TANT MIEUX, POURRAIT-ON DIRE. L'ESSENTIEL EST DE PROTÉGER LE PLUS DE MILIEUX POSSIBLE ET NON DE SOUTENIR TELLE OU TELLE OPÉRATION LANCÉE PAR LA FÉDÉ. CERTES, À DEUX RÉSERVES PRÈS : LA PROTECTION DE LA NATURE, CE N'EST PAS "CHACUN POUR SOI" ; CELA NE SE DÉCOUPE PAS AU GRÉ DES LIMITES ADMINISTRATIVES OU POLITIQUES DU TERRITOIRE.

LA TENTATIVE EST ALLÉCHANTE ET L'ON COMPREND QUE DANS CERTAINES RÉGIONS TEL OU TEL VEUILLE S'Y ENGAGER. MAIS ATTENTION, DERRIÈRE CET ASPECT RIANT ET PROMETTEUR, IL FAUT ÉVALUER CE QUI SE PASSERA DANS 5 OU 10 ANS. IL NE FAUT PAS ÊTRE NAÏF AU POINT DE PENSER QUE LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DIRECTEMENT OU PAR PERSONNES INTERPOSÉES, S'INTÉRESSE GRATUITEMENT À LA CRÉATION D'UN TEL CONSERVATOIRE NATIONAL CONTOURNANT LA FFSPN.

IL Y TROUVE DEUX AVANTAGES :

- RÉCUPÉRER UNE POLITIQUE DE PROTECTION DES MILIEUX QU'IL N'A PU MENER LUI-MÊME FAUTE DE S'EN DONNER LES MOYENS,
- COURT-CIRCUITER UN MOUVEMENT ASSOCIATIF JUGÉ TROP INDOCILE.

CETTE STRATÉGIE N'EST PAS NOUVELLE, CE QUI EST NOUVEAU, C'EST QUE CERTAINES GRANDES ASSOCIATIONS SEMBLERAIENT ÊTRE TENTÉES... UN MOUVEMENT DE PROTECTION DE LA NATURE FORT ET UNI APPUYÉ SUR UNE MAÎTRISE FONCIÈRE IMPORTANTE EST UNE GÊNE POUR LES ADMINISTRATIONS DE QUELQUE GOUVERNEMENT QUE CE SOIT. LES DIRECTIONS, LES SERVICES SAVENT BIEN TROUVER LA FFSPN LORSQU'ILS ONT BESOIN DE SON APPUI (ET NOUS LE DONNONS BIEN VOLONTIERS LORSQUE CELA CONCOURT À LA PROTECTION DE LA NATURE) MAIS ILS ADMETTENT TRÈS MAL QUE L'ON NE SOIT PAS DE LEUR AVIS ET QUE L'ON PUISSE S'OPPOSER À TELLE OU TELLE DE LEURS VUES OU PROJETS. ALORS ? UNE FÉDÉ PUISSANTE, OUI, JUSQU'À UN CERTAIN POINT PARCE QUE CELA

suite

.../

PEUT SERVIR, MAIS... PAS TROP PARCE QUE CELA PEUT DEVENIR GÊNANT... ET LE FONCIER, C'EST DU SOLIDE ALORS MIEUX VAUT SUSCITER UNE STRUCTURE PARALLÈLE QUE L'ON PUISSE MAÎTRISER OU DÉSOLIDARISER DE LA FFSPN.

ENFIN, IL NE FAUT PAS OUBLIER QUE, RÉGIONALISATION OU PAS, IL SERA NÉCESSAIRE QUE, SOUS UNE FORME OU UNE AUTRE, EXISTE UN MOUVEMENT ASSOCIATIF DE PROTECTION DE LA NATURE NATIONAL COMME PARTENAIRE DANS DES DÉCISIONS ET DES POLITIQUES QUI RESTERONT, QU'ON LE VEUILLE OU NON, D'ORDRE NATIONAL. IL NE FAUT PAS OUBLIER QU'IL EST D'AUTRES GROUPES DE PRESSION PARMI LES USAGERS DE LA NATURE (CHASSEURS, PÊCHEURS, ETC). CE QUI LES DIFFÉRENCIE DE NOUS C'EST, BIEN SÛR, L'USAGE QU'ILS FONT DE LA NATURE, MAIS C'EST SURTOUT L'EXPRESSION DE LEUR PUISSANCE (DANS LE FOND, ILS PRÉSENTENT LA MÊME DIVERSITÉ QUE NOUS ET NE SONT PEUT-ÊTRE PAS TELLEMENT PLUS NOMBREUX). ILS ONT CEPENDANT UN AVANTAGE INESTIMABLE SUR LES PROTECTEURS DE LA NATURE : PAR OBLIGATION, IL SONT UNIS AU SEIN DE STRUCTURES NATIONALES ORGANISÉES ET À MON AVIS, CET ASPECT-LÀ EST PEUT-ÊTRE AUSSI IMPORTANT, SI CE N'EST PLUS, QUE L'ASPECT FINANCIER QUI FACILITE NÉANMOINS BIEN LES CHOSES (NE SONT-ILS PAS DES "PERCEPTEURS" DÉGUISÉS POUR LE COMPTE D' L'ÉTAT ET NE TIRENT-ILS PAS UNE PART DE LEUR PUISSANCE DE LA DIME PRÉLEVÉE AU PASSAGE...?)

L'IDENTITÉ DE VUE OU LA SOUMISSION DU DIRECTEUR DU SECRÉTARIAT DE LA FAUNE ET DE LA FLORE DU MUSÉUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE, ORGANISME QUI DEVRAIT ÊTRE NEUTRE AUX VUES DE CERTAINS CHASSEURS (CF LETTRE DU HÉRISSON N° 34 DU 15 NOVEMBRE 1985) MONTRE JUSQU'OUÙ PEUT ALLER CETTE PUISSANCE.

SI NOUS-MÊMES NE SOMMES PAS CAPABLES D'UNE IDENTIQUE ORGANISATION, SI POUR DES RAISONS CONJONCTURELLES D'INTÉRÊT IMMÉDIAT OU LOCAL NOUS CÉDONS AUX CHARMES DÉLICIEUX DE L'INDIVIDUALISME, JE NE DONNE PAS CHER DE L'AVENIR DE LA FFSPN (MAIS SI ELLE NE RÉPOND PLUS À UN BESOIN, PEU IMPORTE) ET SURTOUT DU MOUVEMENT DE PROTECTION DE LA NATURE EN FRANCE,

EN ORDRE DISPERSÉ, NOUS NE PESONS RIEN FACE À UNE PUISSANCE ORGANISÉE QUELLES QUE SOIENT NOS VÉLÉTÉS ET NOS BONNES VOLONTÉS.

LES RESPONSABLES ACTUELS DE LA FÉDÉ N'ONT PAS DE RECETTES MIRACULEUSES À VOUS PROPOSER. NOUS DÉPENDONS DE VOUS. IL VOUS APPARTIENT DE DIRE ET DE FAIRE EN SORTE QUE DEMAIN LA FFSPN RESTE UN INTERLOCUTEUR, UN PARTENAIRE INCONTOURNABLE OU DEVIENNE... UN FOSSILE VIVANT,

CETTE ANNÉE 1986, QUE JE VOUS SOUHAITE LA MEILLEURE POSSIBLE, S'ANNONCE SEMÉE D'EMBÔCHES, À NOUS DE MONTRER QUE, SORTANT MAINTENANT DE LA "JEUNESSE" AVEC SES FRAGILITÉS ET SES DÉCHIREMENTS, NOUS SOMMES CAPABLES DE LES AFFRONTER.

J.P. RAFFIN
PRÉSIDENT



C.A

NOTES SUR UN C.A

PAR SUITE D'UN RETARD DANS LA REDACTION ET L'ADOPTION DES PROCES VERBAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA FFSPN, L'INFORMATION CIRCULE MAL ET TARDIVEMENT SUR CE QUI SE PASSE A LA FEDE. POUR PALLIER A CET INCONVENIENT, IL A ETE DECIDE DE FOURNIR DANS LA LETTRE DU HERISSON QUELQUES ELEMENTS DE CHAQUE CA. IL NE S'AGIT PAS D'UN PROCES VERBAL EXHAUSTIF MAIS DE POINTS AYANT RETENU PLUS PARTICULIEREMENT L'ATTENTION DU REDACTEUR.

EN VOICI UNE PREMIERE LIVRAISON POUR LE CA DES 28/29 NOVEMBRE 1985.

Associations

- Différentes demandes étant incomplètes n'ont pas pu être confiées à un rapporteur.
- le dossier du CORA comme membre correspondant est confié à D. BEGUIN
- Association Jeunes et Nature a changé de nom, d'objectifs et de statuts, et devient "Atout Vert". La FFSPN, signataire des statuts, n'a pas été consultée sur les modifications proposées et adoptées par une assemblée générale extraordinaire de Jeunes et Nature où il n'y avait pas foule. Le CA réserve sa position sur "Atout Vert" dans l'attente d'informations complémentaires demandées au Président de Jeunes et Nature.

Organisation de l'AG 86

Josette BENARD regrette que l'on ne se bouscule pas pour travailler au réseau "Bilan et Perspectives" de la FFSPN. C'est pourtant l'avenir de la Fédé qui est en jeu.

Dépérissement des forêts

Malgré une aggravation de la situation sur le terrain (en Suisse, dans l'Est de la France) le thème mobilise peu dans le milieu associatif. Le programme d'action proposé par D. DASKE patine, tant pour des questions de conception et de formulations que par manque d'échos. Le projet d'une campagne volontaire de limitation de vitesse semble peu porteur (en Allemagne où pourtant les "protecteurs" ont du poids, le Parlement vient de refuser la limitation de vitesse sur les autoroutes. En Suisse, une campagne associative sur ce thème a échoué). Ce n'est pas bien sûr, parce qu'une campagne (justifiée) échoue qu'il faut renoncer, mais en a-t-on les moyens et l'énergie si l'ensemble du mouvement associatif ne suit pas ?

P. DELACROIX se propose de faire la synthèse des divers documents disponibles de sensibilisation à la question (brochures, montages diapos, vidéo cassettes, films, etc.). Cette synthèse sera portée à la connaissance des associations.

Projet de loi Littoral. Projet de loi sur l'aménagement foncier.

J.P. LE DUC et M. LE DEMEZET ont rencontré le rapporteur de la loi Littoral à l'Assemblée et lui ont fait part des observations de la FFSPN. Une bonne part des amendements demandés ont été retenus. Le 27 novembre au soir, le rapporteur de la loi Littoral au Sénat a pris contact avec la FFSPN et a souhaité rencontrer un responsable.

Lettre du Hérisson

Des demandes d'insertion de petites annonces "commerciales" commencent à arriver. Il est adopté un système payant. Peut-on accepter de la publicité ? La question est renvoyée à la discussion au Conseil National.

Réorganisation du travail du Bureau du C.A

L'abondance des dossiers et des "urgences" à traiter impose une distribution des tâches au sein du bureau. Une définition de ce qui incombe aux secrétaires généraux (en particulier celui qui est le plus proche du siège parisien de la Fédé) et au président.

Le seul bénévolat ne suffit pas. Cette redéfinition des tâches de chacun s'articule aussi sur l'engagement d'un directeur. Le groupe de travail animé par P. DELACROIX, rendra son rapport en janvier.

Programme promotion 86

C'est un programme destiné à faire mieux connaître du grand public les productions des associations de la Fédé et de la Fédé et à fournir le nerf de la guerre. Le dynamisme de Véronique DUBLANCHE, qui en est chargée, risque cependant, par moment, de noyer le secrétariat et de faire différer des dossiers de "défense". Il y a un équilibre délicat à trouver.

F.N.D.V.A.

C. TOUZAN, P. GUY regrettent le petit nombre de dossiers transmis. Le secteur Environnement devrait faire preuve de dynamisme s'il veut ne pas être laminé par les grosses machines de l'Education populaire, de Jeunesse et Sports, etc..

suite

Programme anniversaire loi 1976

Il y a des idées (de nouvelles suggestions sont toujours les bienvenues), un programme va être établi.

BEE - UICN

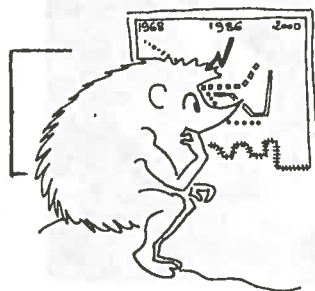
On en a à nouveau parlé, c'est la Fédé de l'Europe, mais le rédacteur qui ne sous-estime pas l'intérêt de telles structures ne se sent pas le courage de résumer les débats.

Lettre du Directeur du Secrétariat Faune Flore sur la gestion des zones humides (cf Lettre du Hérisson n°34)

Philippe LEBRETON se charge d'écrire au Directeur du Secrétariat Faune Flore pour lui demander le sens et les motivations de son étonnant envoi cosigné avec le Président de l'ANCGE.

Il a été question de bien d'autres choses lors de ces 2 jours (à suivre).

J.P. RAFFIN



réseau

AUX ASSOCIATIONS MEMBRES DE LA FFSPN
QUI FONT LA FEDERATION...

RÉSEAU BILAN ET PERSPECTIVE

Quel enthousiasme, quel foisonnement d'idées !

12 associations ont répondu au questionnaire publié dans la Lettre du Hérisson (n°32 oct. 85). Sur 150 associations, c'est quand même un peu juste.

Serions-nous tellement absorbés dans la "gestion du quotidien" que nous n'arrivons plus à prendre un temps pour la réflexion ?

Tout "baigne"-t-il entre la Fédé et ses associations au point qu'il n'y a aucune critique à faire ?

Les rapports apparaissent tellement catastrophiques que le mal peut sembler sans remède.

Peut-être le réseau est-il, comme la Fédé, l'"affaire des autres", sans que chacun ne se sente directement concerné ?

suite

Le sujet est-il trop vaste ? trop limité ? trop abstrait ? trop concret ? trop...trop ?

Assez de persiflage....

Ne négligeons pas ceux qui s'intéressent au thème de l'AG.

Voici par ordre d'intérêt le classement des thèmes d'action sur lesquels nous devons réfléchir :

- (pesticides et agriculture
- 1 ex aequo (protection des espèces
- 3 pollution atmosphérique
- 4 gestion des ressources naturelles
- 5 action vis à vis des jeunes
- 6 forêt
- 7 nucléaire et énergie

En outre, ont été proposés les thèmes suivants :

bruit, les emplois et métiers de la nature, la chasse en France par rapport aux autres pays européens, mais par des gens qui acceptent de les prendre en charge.

Pour chaque thème retenu, un premier plan de réflexion va être envoyé aux associations.

SVP, REPONDEZ, même un simple "CA NE M'INTERESSE PAS", c'est un début de dialogue.

La responsable du réseau se propose ensuite de janvier à mars 86 de rencontrer les associations chez elles, ou près de chez elles, pour cerner directement les problèmes qui se posent aux associations et leurs propositions pour l'avenir.

Si vous avez d'autres idées, elles seront les bienvenues par écrit (évitez de téléphoner au secrétariat déjà débordé).

A vos idées, à vos stylos bille ou crayons à papier.

Merci !

Josette BENARD

MILIEUX NATURELS

ON PARLE DE NOUS DANS LA SAUVAGINE

PROTECTEURS - CHASSEURS : UNE ŒUVRE COMMUNE POSSIBLE ?

A plusieurs reprises, le Ministre de l'Environnement a convié protecteurs et chasseurs à œuvrer ensemble pour la défense de la nature. Nous nous souvenons particulièrement de Châteauroux, l'an dernier. Le Président de la F.F.S.P.N., M. J.-P. Raffin, y prenait la parole. On peut dire qu'il coupait directement les effets du Ministre, en allant jusqu'à nous demander de nous séparer de nos vêtements qui faisaient trop militaires à son goût.

Au Congrès des Fédérations, M. Le Duc lançait encore un appel. Le Président Pouget lui répondait que lorsque le R.O.C. ne fera plus partie de la F.F.S.P.N., et que celle-ci acceptera nos modes et nos temps de chasse, on pourra faire du chemin ensemble. Ce chemin a jusqu'ici été rendu impossible par le sectarisme des protectionnistes à outrance. En répondant à M. Pouget que, même extrémiste, le R.O.C. avait sa place à la F.F.S.P.N., M. Le Duc démontrait que ce sectarisme régnait à son plus haut niveau.

Il enlève toute crédibilité, à nos yeux, à une Fédération qui assimile la protection de la nature et opposition à la chasse. Pour notre part, nous sommes de bonne foi : nous ne demandons qu'à défendre de concert les zones humides et les espèces menacées avec ceux qui nous respectent. Au cours des deux dernières années, nous avons par exemple œuvré côte à côte avec de tels protecteurs de la nature et avec un succès qui a peut-être été plus facile pour cela. Nous savons, parce que nous en connaissons, qu'il y a ainsi des gens avec qui nous pouvons nous entendre et travailler à ce qui est essentiel, notre souci n° 1 : la protection des milieux, sans lesquels il n'y a pas d'oiseaux.

L'éditorial qui suit le prouve : signé Marc Michelot, c'est celui de juillet de « Rhône-Alpes Nature », publication trimestrielle de la Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature. Le voici :

Sortir du ghetto

Le 18 mai dernier à Grenoble, Mme Bouchardeau, Ministre de l'Environnement, clôturait le Congrès de la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature en félicitant cette dernière d'avoir choisi le thème Communication et Nature pour ses travaux. Constatant la relative marginalisation des associations de protection de la nature, elle leur conseillait de cibler le message vers les « quelques millions de gens qui aiment la nature et la pratiquent ou la fréquentent sous les formes les plus variées du sport, du tourisme et des loisirs ». Cette frange devant constituer « notre public et nos alliés de



Mme Bouchardeau remettant les Honneurs Laurent-Perrier : la chasse et la protection.

demain, même ceux avec lesquels les rapports sont aujourd'hui difficiles ou conflictuels ».

Quelques jours plus tard, dans un éditorial de la « Lettre du Hérisson », Jean-Pierre Raffin, président de la F.F.S.P.N., analysait l'échec du colloque organisé le 8 juin en Alsace sur le dépérissement des forêts faute de participants et notamment ceux de la « Fédé », pour cause de surmenage... et J.-P. Raffin de s'interroger :

« Sommes-nous capables de laisser nos marottes (la chasse, l'application des lois, la taxidermie, les grenouilles, la tortue, etc.) et de consacrer l'essentiel de nos énergies à des questions qui touchent aux milieux et non aux espèces (...). Sommes-nous capables d'avoir une politique sur le long terme, nous qui sans cesse avons ces termes à la bouche ? » Entre ces deux constats, apparemment sans relation, n'y a-t-il pas un dénominateur commun qui pourrait s'appeler, pour paraphraser le jargon politique, sectarisme ? Ne sommes-nous pas perçus de l'extérieur comme des « écolos purs et durs », prêts à pourchasser tous ceux qui s'arrogent le droit d'utiliser la nature et ses composantes autrement que pour la simple contemplation ?

Le moindre héron empaillé exposé dans un restaurant nous fait sursauter. La présentation de rapaces en vol nous inquiète. Le défilé de randonneurs piétinant une

lande et cueillant quelques brassées de fleurs dont certaines sont rares et protégées nous affolent. Les exemples ne manquent pas où nous nous opposons sans discernement à tous ceux qui ne sont pas passionnés par la nature en elle-même, mais qui voient dans celle-ci un support à leur passion.

Elle est pourtant là cette « frange » qui constitue peut-être nos alliés de demain pour reprendre l'expression d'Huguette Bouchardeau, et qui nous permettrait sans doute de contrer plus efficacement nos véritables adversaires que sont les promoteurs, bétonneurs et autres pollueurs. L'agriculture moderne n'a-t-elle pas fait plus de mal que la chasse pour la grande majorité de la faune ?

L'ouverture inconsidérée de routes, de stations ou de remontées mécaniques en montagne ne crée-t-elle pas plus de perturbations au milieu que l'afflux de randonneurs, de chasseurs-photographes ou autres varapeurs ?

Nous aurons bonne mine lorsque, envers et contre tout, nous aurons réussi dans 20 ou 30 ans, à faire protéger officiellement et même respecter toutes les espèces qui n'auront plus qu'à disparaître faute de milieux naturels pour les accueillir.

Certes, tout n'est pas si simple et je caricature à dessein. Mais ne serait-il pas temps de s'interroger sur l'efficacité qu'il y a à poursuivre nos marottes, comme dit



Photo G. Lewer

J.-P. Raffin, dans une période où nous avons besoin de toute notre énergie et du maximum d'appuis pour obtenir la Protection des Milieux Naturels, ce qui, qu'on le veuille ou non, est la clef de voûte de toute notre action.

Marc Michelot.

Les couteaux au vestiaire : oui, mais qui donc les brandit ?

C'est avec plaisir que nous avons reproduit cet éditorial, ne serait-ce que parce que, pour une fois, un de ces hommes de bon sens dont, au hasard des colloques et des rencontres, nous apprécions quelques phrases échangées entre nous, exprime publiquement ce qu'il pense. Jusqu'ici, seuls les professionnels de la protection, ceux pour qui elle est un « job », donnent le ton ; et ils ont tout avantage à faire dans le « pur et dur », pour garder le « job ». Nous nous permettrons maintenant de commenter l'article réaliste et clairvoyant de Marc Michelot.

Tout d'abord, il se fait l'écho de Mme Bouchardeau qui, à Grenoble, n'a pas envoyé dire à la F.F.S.P.N. qu'elle ne représentait pas grand-chose, à côté des millions d'utilisateurs de la nature. C'est une chose qu'on oublie souvent : la nature, elle est à ceux qui y vivent, d'abord. Pas à ceux qui la rêvent. La loi de 76 sur la protection de la nature a été faite par et pour les rêveurs. Elle n'est pas crédible pour cela : on ne peut pas protéger sans, ou contre, les utilisateurs ; ou elle ne tient jamais compte de ceux-ci. Exemple : elle tente de protéger l'escargot. Comment ? En interdisant sa récolte en période de reproduction ou en immaturité. Parfait. Parfait... en rêve. Car la plus importante destruction d'escargots se fait de deux façons : 1°) par le brûlage des talus au printemps, qui grille dans leurs coquilles les mollusques par centaines sur

un site où on en « cueillerait » quelques dizaines ; 2°) par le traitement « molluscicide » des cultures, destiné aux petites limaces mais aussi effectif sur les escargots.

Au lieu du marteau-pilon de la loi, il suffisait de faire respecter les arrêtés municipaux que les Parquets ont toujours classés sans suite quand un maire s'est risqué à les appliquer ; de même d'ailleurs qu'ils classeraient (ou classent) bien des infractions à la loi de 76.

De même, avons-nous trouvé une proposition (britannique) de protection européenne des chauves-souris... par l'interdiction du traitement des bois de charpente. C'est exactement du sectarisme, volontairement ignorant des réalités de la vie, qui l'emporte sur tout. Les « écologistes purs et durs » passent leur temps, dépensent leur argent, nous font passer et dépenser les nôtres à l'occasion, dans cette poursuite irréaliste de « marottes » parfois ridicules. Si effectivement les « protecteurs de la nature » sont capables, comme l'écrit J.-P. Raffin, de laisser ces marottes (« la chasse, l'application des lois, la taxidermie, les grenouilles, la tourterelle, etc. », et de « consacrer l'essentiel de leurs énergies à des questions qui touchent aux milieux et non aux espèces », il n'y aura pas besoin de nous rapprocher : nous serons tout simplement les mêmes hommes, dans le même combat.

Cependant, Mme Bouchardeau comme M. Raffin commettent la même erreur d'appréciation en parlant de « frange ». Cela sous-entend, toujours et encore, que les « protecteurs » sont le noyau de la défense des milieux naturels, et les autres, dont nous-mêmes, un monde extérieur, dont une marge est à annexer.

C'est oublier, c'est ne pas comprendre, que ce n'est pas d'hier, mais depuis longtemps, que nous défendons, seuls, contre l'esprit de prolifération et les administra-

tions, les territoires que nous possédons ou louons, notre travail, nos investissements, afin de les garder en leur état naturel.

Nous avons eu, en Baie de Seine, récemment, la démonstration de cette absolue méconnaissance des réalités : des protectionnistes réclamaient la création d'une réserve... en ignorant complètement celles existantes. Pour eux, seules comptent les réserves naturelles, créées par eux, le reste n'existe pas...

Nous savons que ce n'est pas pour demain ; mais que la F.F.S.P.N. fasse le ménage chez elle, en mettant sur la touche les extrémistes, au lieu de se faire représenter par eux, comme cela a été le cas à Reims en la personne de M. Boutinot.

Qu'elle abandonne ses « marottes » et son sectarisme, et avec plaisir les plus anciens d'entre nous retrouveront ce qu'ils vivaient encore il n'y a pas plus d'un quart de siècle : l'amical dialogue, la fraternité avec les « naturalistes », comme on disait alors, dans l'amour d'une nature utilisée de façon différente, dans la tolérance réciproque.

Chasseurs - naturalistes, même combat : quelle force ce serait, pour la défense de la base même de tous les écosystèmes : les milieux naturels ! ce n'est pas à nous de faire le chemin : nous ne nous sommes jamais trompés sur l'objectif. Nos statuts définissaient ce but il y a 50 ans déjà, et notre action a toujours été dans ce sens. Nous n'avons pas de couteaux à mettre au vestiaire. C'est à qui les brandit de le faire ; aujourd'hui comme hier nos mains restent tendues.

Source : La Sauvagine.
Déc 85

A.N.C.G.E. □

suite

Conclusion :

Qui est sectaire ?

Rappel

La Lettre du Hérisson "spécial association" est INTERNE. Toute l'utilisation qui est faite de la phrase de J.P. RAFFIN ne serait pas arrivée si la FRAPNA n'avait pas reproduit cet éditorial INTERNE dans sa revue PUBLIQUE

POLLUTION

FEU VERT POUR LES POLLUEURS (SUITE)

VOICI LA REPONSE DE MADAME LE MINISTRE A MONIQUE COULET, PRESIDENTE DE LA FRAPNA REGION, CONCERNANT LE JUGEMENT DE LA COUR D'APPEL DE LYON DU 6.11.85 DANS L'AFFAIRE RHONE POULENC ST FONS (POLLUTION DU RHONE EN SEPTEMBRE 1982 (VOIR LA LETTRE DU HERISSON N° 34 AU 15 NOVEMBRE 1985).

Madame la Présidente,

Je vous remercie de votre lettre du 18 novembre par laquelle vous m'avez fait part de vos réactions devant le jugement rendu en appel dans l'affaire de la pollution du Rhône par l'hydroquinone.

J'ai été, moi aussi, étonnée de ce jugement qui annule toute la procédure pour un vice de forme surprenant : l'absence de demande d'avis de l'inspecteur des installations classées alors même que celui-ci avait, avant l'engagement de la procédure, saisi le procureur d'un procès verbal. Il ne vous a pas échappé que la nouvelle rédaction des dispositions pénales en cause, qui résulte de la loi pêche de 1984, crée pour l'avenir une situation sensiblement différente. Mais cela dit, cet arrêt pose effectivement problème et le Parquet a, lui aussi, décidé de se pourvoir en cassation.

Vous me demandez si le Ministère ne pourrait pas vous apporter officieusement une aide dans ce type d'affaire.

suite

Je tiens à vous préciser que l'action publique conduite par le procureur l'est, bien entendu, au nom de l'ensemble du gouvernement. Je tiens beaucoup à ce que chacune des parties concernées puisse se faire entendre dans les procédures pénales concernant l'environnement, mais vous comprendrez qu'il ne serait pas très sain d'organiser des contacts clandestins.

Au contraire, il m'apparaît très important de tout faire pour renforcer la crédibilité de la procédure judiciaire : cela impose que nous puissions garantir des procès équitables, sereins, sans aléas.

Cela dit, j'ai souvent constaté que les associations oublient de demander au Tribunal pénal ou administratif les indemnisations auxquelles elles peuvent prétendre. C'est pourtant le moyen normal pour réparer la charge entraînée par les actions qui sont engagées à bon droit.

Vous me permettez pour finir de vous remercier pour votre mobilisation pour utiliser les possibilités juridiques dont disposent les associations devant les tribunaux : en matière d'environnement, nous avons tous besoin que les mécanismes judiciaires fonctionnent bien et contribuent ainsi à la prévention des problèmes.

Huguette BOUCHARDEAU



BRAVO LA FRAPNA ! (XÈME FOIS)

La FRAPNA Drôme présente ainsi le montant de son adhésion :

Adhésion 1986

Nom Prénom

Adresse complète :

Tarif individuel :

FRAPNA : 57 F
+ FFSPN : 3 F
+ journal : 20 F

Au total 80 F

Une excellente idée à reprendre par tous.

EN BREF

RAPPEL

LA PROCHAINE REUNION DU CONSEIL NATIONAL
EST FIXEE AU 8 MARS 1986 A PARIS

RESEAU FORET

Le réseau Forêt sortira prochainement un numéro spécial de la Lettre du Hérisson qui concernera différents dossiers sur le thème "Forêts et Environnement".

Dans ce cadre, nous demandons aux associations membres de la FFSPN de nous faire parvenir d'ici le 28 janvier 1986 une demi-page dactylographiée environ faisant le point sur un "problème" significatif (départemental ou régional) en matière de foresterie ou une synthèse faisant le point des différentes actions menées par votre association (tout document sur ce sujet sera bienvenu).

En vous remerciant d'avance de votre participation.

Les coordinateurs

Pierre DELACROIX
13, rue Gabriel Légrise
33200 BORDEAUX

Philippe POINTEREAU
38, rue Condorcet
31000 TOULOUSE

LOI FORESTIERE

"La nouvelle loi forestière met en place une Commission Régionale de la Forêt dans laquelle les associations de protection disposent d'un siège (une voix). Chaque Fédération Régionale doit en faire la demande à la préfecture en proposant le nom d'une personne.

Il est indispensable que nos associations soient représentées dans chaque région même si une voix c'est peu, et utilisent cette commission pour proposer des actions régionales. Le réseau Forêt de la FFSPN est là pour éventuellement apporter un appui technique".

LA LETTRE DU HERISSON

VOICI LA NOUVELLE GRILLE ADOPTÉE PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DES 27 et 28 NOVEMBRE LAQUELLE PERMETTRA A CHAQUE ASSOCIATION DE COMPTER D'APRES LA COTISATION VERSEE POUR 1986 LE NOMBRE D'EXEMPLAIRES GRATUITS DE LA LETTRE DU HERISSON QU'ELLE POURRA RECEVOIR.

Cotisation :

600 F	(associations correspondantes et minimum de cotisation)	1 ex.
603 F à 900 F		2
903 F à 1200 F		3
1203 F à 1800 F		4
1803 F à 3000 F		5
3003 F à 4500 F		6
4503 F à 6000 F		7
6603 F à 7500 F		8
7503 F à 9000 F		9
9003 F à 10500 F		10
10503 F à 12000 F		11

etc, avec un numéro supplémentaire par 1500 F de cotisation.

WEEK-END D'ETUDE

MONTPLAISIR OU COMMENT AMÉNAGER SA COMMUNE
RURALE

Jeu de rôles et simulation pédagogique
25 et 26 janvier 1986
ROCHASSON (Isère)

Ce stage de deux jours s'appuie sur un jeu de rôles conçu par le CIFODEL et le CAUE Isère qui replace la commune et les différents acteurs de l'aménagement dans leur cadre historique (de-

puis le début des années 50) pour mettre en évidence la dynamique que sous-tendent dorénavant les lois de décentralisation, les lois du 9 janvier (développement et protection de la montagne) et 18 juillet 1985 (principes de l'aménagement).

Pour plus d'informations et inscription:

Claudine LOUIS- FFSPN
57, rue Cuvier- 75231 PARIS Cédex 05
Tél. 43.36.79.95

DEPECHEZ-VOUS DE VOUS INSCRIRE AU STAGE
CONVENTION DE WASHINGTON
(voir la page 13)

.....DERNIERE MINUTE.....

IMPORTANT

COMMISSION CHASSE

LA COMMISSION CHASSE DE LA FFSPN SE RÉUNIRA LE SAMEDI 11 JANVIER 1986 À 9H 30 AU SIÈGE DE LA FFSPN.

ORDRE DU JOUR :

- . SUITES DU RAPPORT COLIN
- . DÉCONCENTRATION EN MATIÈRE DE CHASSE
- . TRACT CHASSE DE NUIT
- . ADJUDICATIONS DU DOMAINE PUBLIC FLUVIAL
- . NOMINATION D'UN RESPONSABLE DU DOSSIER PIÈGEAGE MUSTÉLIDÉS
- . GARDERIE ONC
- . CHASSE À LA TOURTERELLE 1986
- . CONSEIL NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE
- . QUESTIONS DIVERSES

NOUS RAPPELONS QUE CHAQUE ASSOCIATION EST MEMBRE DE LA COMMISSION CHASSE. ELLE PEUT ENVOYER AU MAXIMUM

- . 3 DÉLÉGUÉS POUR UNE ASSOCIATION NATIONALE
- . 2 DÉLÉGUÉS POUR UNE ASSOCIATION RÉGIONALE
- . 1 DÉLÉGUÉ POUR UNE ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE

COMPTE TENU DE L'IMPORTANCE DES QUESTIONS TRAITÉES, IL EST DEMANDÉ UN EFFORT PARTICULIER POUR QUE CHAQUE RÉGION SOIT REPRÉSENTÉE.

CES DINGUES D'ANIMAUX par Roger Bollen



RESPONSABLE DE LA FFSPN



FÉDÉRATION FRANÇAISE DES SOCIÉTÉS DE PROTECTION DE LA NATURE

Siège social : 57, rue Cuvier - 75231 Paris Cedex 05.
Maison de Chevreuil - 1^{er} étage - Tél. : 43.36.79.95

NOUVEAUX PRODUITS (Supplément au catalogue général) LIVRES - BROCHURES

Réf 030

149 F



David Attenborough, Jean Dorst

La planète vivante se lit comme un roman : le roman vécu de la nature. Il nous apprend comment, depuis des millions d'années et jusqu'à nos jours, se poursuit la grande aventure écologique, une aventure qui nous concerne tous, sans exceptions, tant il est vrai que matière, végétaux, animaux et êtres humains sont indéniablement tributaires les uns des autres.

Un ouvrage de 336 pages, dont 142 en couleurs, au format 17,5 x 25 cm.

Réf 031

195 F



Chinery M. Les prédateurs et leurs proies, monde animal et végétal

Description détaillée de plus de 250 techniques de chasse - voyage dans le monde des prédateurs, aussi passionnant qu'un roman, révèle la complexité presque imaginaire de leurs méthodes de chasse.

266 pages, toutes en couleurs, nombreux dessins et schémas, format 22,5 x 30,7.

UNE IDÉE DE CADEAU...

Réf. 032

450 F



Prix de lancement 385 FF.

Offre valable jusqu'au 31.12.85.

Prix 450 FF (T.T.C.) au 1.1.86.

A la fois scientifique, pédagogique et vivante, cette encyclopédie fait enfin connaître ce monde étonnant et simple, ce cercle éternel du chasseur et du chassé où tous déploient des merveilles d'ingéniosité pour parvenir à leurs fins ou pour déjouer les pièges et maintenir ainsi l'équilibre et la perpétuité de la vie.

Réf. 033

30 F



74 pages, format 21 x 29.7.

Ouvrage rédigé sous la Direction de Pierre Guy, Ingénieur Agronome, par un groupe de scientifiques et d'éleveurs du Réseau « Agriculture » de la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature.

Quelques livres présentant des défauts d'impression sont soldés à 13 F l'unité.

Réf. 034

60 F



Édité par la Société Française pour l'Etude et la Protection des Mammifères : 300 personnalités des lettres, des arts, des Sciences. Répondent.

format 16 x 24 cm

Couverture couleur, 212 pages, près de 130 illustrations dont 30 en pleine page.

Réf. 609

85 F



« Oiseaux de Paris » J.C. Roche

Il s'agit d'une cassette C 60 d'une durée de 2 fois 30 minutes, consacrée aux oiseaux les plus familiers à l'homme : ceux des villes, des banlieues, des villages.

La cassette est insérée dans un coffret livre avec jaquette en couleur, et un petit dépliant de 6 pages de textes complète l'ensemble.

AFFICHES

Réf. 112

20 F



(40 x 60 cm) **Guépard**

35 F les deux

Réf. 113

20 F



(40 x 60 cm) **Perroquet**

Réf. 114

25 F



(42 x 54 cm) **L'Ours**

Gravure Robert Hainard, éditée par le FIEP

PORTE-CLEF

Réf. 115



(40 x 60 cm)

Réalisée par le CIPO

Cigognes

20 F

Réf. 116



**Special Enseignement
étagement de la flore
et de la faune**
(32 x 46 cm)

Réalisée par la Fédération
de Protection de la Nature
de Rhone Alpes.

PHOTOS

AUTO-COLLANTS



Réf. 509
5 F

12,5 cm

Réf. 706 10 F
3,5 x 5 cm
Fond blanc, impression en vert



Réf. 204

15 F



La vie de l'Ours 8 photos 15 x 22
Réalisée par le FIEP.

LE COIN DES ENFANTS

Ref 908

32 F

Ref 909

27 F

Ref 910

27 F

Ref 911

35 F

Ref 912

35 F



Chez EDILIG, la collection Poche Encyclopédie

Une collection encyclopédique pour découvrir tous les domaines : techniques, sciences, nature, histoire, loisirs.
Chaque livre présente les connaissances les plus récentes sur le sujet, de façon claire et vivante, avec des illustrations tout en couleurs.

Ref 913

6 F

Ref 914

6 F

Ref 915

39,50 F

Ref 916

14,50 F



COLORIAGES

Une suite d'images à peindre ou à colorier faite pour exercer l'œil, la main, le goût.
Complément indispensable du dessin libre, ces coloriages réservent beaucoup de plaisir aux enfants.
Les thèmes les incitent à l'action en permettant l'ajout d'éléments dans le décor. A chacun de faire de chaque page une œuvre personnelle !

A partir de 4 ans

- A LA CAMPAGNE (Lucile Butel)
- A LA MER (Marie-Claude Colas)

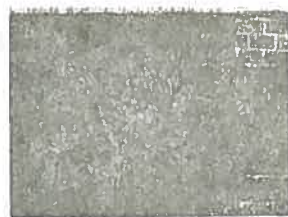
Chaque album : 18 x 18, 12 pages.

POUR LES PLUS GRANDS... JEUX

PUZZLE « La Vie Sauvage »

Ref 403

450 F



La tigresse d'Inde
750 pièces

Ref 404
60 F

SPECIAL ENSEIGNEMENT LES FEUILLUS, Clé de détermination

Programme informatique éducatif réalisé par le CREPAN.
Pour micro ordinateur Thomson T07 70 ou M05, lecteur de disquettes et écran.
Permet d'identifier rameau en main, 60 arbustes de France à l'aide d'une clé de détermination : le dessin de la feuille apparaît sur l'écran.
Deux modes d'utilisation :
- une clé de détermination contenant les critères de visualisation
- un accès direct permettant de visualiser immédiatement la feuille de l'arbre choisi.

LES FEUILLUS
CLÉ DE DÉTERMINATION

150 F

Ref 406

EAUX VIVES



« Eaux Vives » est un jeu de réflexion sur le thème de la vie dans un ruisseau. Vous y découvrirez la diversité et la richesse du milieu aquatique, les principaux mécanismes d'expansion, mais aussi la régulation qui gouvernent les équilibres naturels. Nombreux choix tactiques en perspective ! Tour à tour poisson, mollusque ou végétal, votre objectif est à la fois simple et complexe : VIVRE.
Curieux de nature ou amateurs de jeux, entrez dans l'écosystème ! (Jeu réalisé avec le concours de la Société Nationale de Protection de la Nature.)

IMPORTANT

- Pour tout paiement en carte bleue ou carte bancaire (à partir de 300 F d'achats), prière d'indiquer la date d'expiration de la carte.
- Pour les commandes de Sweat Shirts, merci d'indiquer en ordre de préférence deux coloris au choix, en cas de rupture de stocks.

ATTENTION

- Les articles suivants sont en cours d'édition :
- livre vert et livre bleu - livres Plantes
- Les articles suivants sont épuisés :
- porte-clé ancien modèle - sac pelochon
- affiche « l'ours » ancien modèle (réf. 111)

CB N°
date d'expiration :
signature :

Pour passer vos commandes,
utilisez le bon prévu à cet effet, dans le catalogue.

BON DE COMMANDE

A retourner à FFSPN - La Corderie Royale - BP 263 - 17305 ROCHEFORT CEDEX

